

CRISE

ANALYSE DE LA SECONDE CRISE GÉNÉRALE DU MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE

- La seconde crise générale du capitalisme (page 3)
- Quelques données éparses sur la crise jusqu'à la mi-mai 2020 (page 7)
- La crise générale du capitalisme et le sursaut de la civilisation (page 12)
- Crise du capitalisme et intensification de la productivité : le rôle des animaux dans la chute tendancielle du taux de profit (page 14)
- Karl Marx et la crise de surproduction (page 21)
- Remarques sur la surproduction de capital et la surproduction de marchandises (page 36)
- L'erreur d'Eugen Varga (page 40)
- L'erreur de Paul Boccara (page 47)
- A propos de la crise capitaliste en cours (page 55)

MAI 2020

1

La crise du covid-19 correspond à l'ouverture d'une nouvelle période : celle de l'irréversible déclin du mode de production capitaliste. Dans sa source même, la crise du covid-19 montre que la contradiction entre les villes et les campagnes est explosive. La nature est bouleversée par les assauts du mode de production capitaliste, qui cherche par tous les moyens à trouver des moyens de se développer.

Ce qui découle de la crise du covid-19 établit également qu'on est rentré dans le moment où le mode de production capitaliste fait face à une insurmontable crise d'une double nature, avec la surproduction de capital répondant à la surproduction de marchandises, et inversement.

ÉDITORIAL

« CRISE » va désormais s'atteler à analyser les modalités de ce qu'on doit appeler la seconde crise générale du mode de production capitaliste. Ce premier numéro présente les fondements permettant d'appréhender celle-ci, les futurs numéros se consacreront de manière approfondie à l'étude des différentes expressions de celle-ci. Nous engageons les personnes conscientisées à envoyer des contributions en ce sens, à étudier l'économie politique, à être en mesure de cerner l'évolution du processus, afin d'être à même de proposer les réponses adéquates.

Voilà pourquoi nous encourageons à suivre les sites :

centremlm.be

materialisme-dialectique.com

La seconde crise générale du capitalisme

La crise sanitaire n'a pas provoqué au sens strict la seconde crise générale du mode de production capitaliste. Cette crise ne peut être provoquée que de manière interne, de par les contradictions internes. Et là il faut voir, comme cela a été adéquatement expliqué par le PCF(mlm), que le covid-19 est une maladie portée par un virus qui est le fruit d'une mutation provoquée par *la contradiction entre les villes et les campagnes*, dans le cadre du développement du mode de production capitaliste.

Ainsi, c'est le mode de production capitaliste qui a provoqué la crise sanitaire et par conséquent, on est dans une situation où le mode de production capitaliste touche à sa limite : il entre en conflit avec la vie elle-même. Son utilisation maximisée du travail humain et des ressources naturelles rentre en contradiction avec la réalité elle-même.

C'est exactement pour cette raison que la première crise générale du mode de production capitaliste a été provoqué par la révolution d'Octobre 1917. Cette révolution ne vient pas de l'extérieur du mode de production capitaliste, mais exprime une contradiction interne. La révolution d'Octobre 1917 exprimait directement *la contradiction entre le travail manuel et le travail intellectuel*, à travers la question de la propriété.

Au sens strict, on doit d'ailleurs considérer que la première et la seconde crises générales du mode de production capitaliste ne sont qu'une seule et même crise, touchant ses deux aspects fondamentaux, les deux contradictions inhérentes à son développement.

Il faut cependant comprendre la particularité de la seconde crise générale du mode de production capitaliste. On rentre en effet dans une phase de déclin ouverte, alors que le mode de production capitaliste était en plein élan. La première crise générale du mode de production capitaliste a commencé alors qu'on était au contraire en pleine guerre impérialiste.

On pourrait penser que cela rende plus facile pour le mode de production capitaliste de chercher à surmonter les problèmes. Or, c'est l'inverse qui est vrai. Penser qu'une situation de développement du mode de production capitaliste rend les choses plus aisées pour lui, c'est commettre deux erreurs :

- considérer que le développement peut être infini ;
- considérer que le mode de production capitaliste est capable de « raisonner ».

Il ne manquera évidemment pas de gens pour affirmer cela, principalement depuis le camp du réformisme social, de ce qu'on appelle historiquement les « socialistes de droite ».

Les faits démontrent cependant tout à fait le contraire. Le mode de production capitaliste s'empêtre d'autant plus qu'il est conquérant. Ses fuites en avant signifient forcément une pressurisation toujours plus grande du prolétariat et une tendance plus affirmée à la guerre impérialiste.

Comment peut-on être toutefois certain que la crise ouverte en 2020 avec le covid-19 correspond bien à la seconde crise générale du mode de production capitaliste, au-delà de la nature particulière de cette maladie ?

Il existe deux éléments définissant ce qu'est une crise générale du mode de production capitaliste. Le premier est la surproduction de capital, le second la surproduction de marchandises. Il va de soi qu'ils sont en rapport dialectique l'un avec l'autre.

Il est à ce titre tout à fait déterminant, pour saisir la nature politique d'une affirmation sur le mode de production capitaliste, de voir si ces surproductions sont saisies et si elles sont saisies toutes les deux, ainsi que de manière dialectique. La ligne opportuniste de droite se concentre d'habitude sur la surproduction de capital, dénonçant une « oligarchie » ; la ligne opportuniste de gauche se concentre sur la surproduction de marchandises, demandant un meilleur « partage des richesses ».

Le point de vue communiste est, à l'opposé, le suivant. La crise générale du mode de production capitaliste, tel que défini par Karl Marx, implique la conjugaison dialectique de la surproduction de capital et de la surproduction de marchandises, l'une impliquant l'autre, et vice-versa.

Cela signifie que le mode de production capitaliste a atteint un stade où les monopoles sont si puissants qu'ils assèchent les cycles de valorisation du capital, en remplaçant l'exploitation capitaliste par une exploitation toujours plus despotique, de type parasitaire.

Pour constater si, en 2020, on a bien une crise générale du mode de production capitaliste, il faut donc regarder s'il y a surproduction de capital et surproduction de marchandises, avec une prévalence des monopoles.

La clef est, bien entendu, le confinement. Ce dernier a impliqué une cessation de nombreuses activités. Quelles ont été les activités qui ont cessé, lesquelles ont continué, malgré des contrariétés ?

Il faut saisir cela au moyen de la contradiction entre le travail manuel et le travail intellectuel, ainsi qu'au moyen de la contradiction entre villes et campagnes.

On a pu ainsi voir que les travailleurs manuels ont été pressurisé pour que leurs activités continuent, alors que le travail intellectuel a eu droit au télétravail. Cela n'a pas empêché, bien entendu, un profond recul de l'activité en général. Cela signifie que le mode de production capitaliste a dû constater, en partie, un arrêt de ses cycles productifs.

Cela n'est pas du tout conforme à sa nature, qui est d'être ininterrompue, et cela de manière toujours plus élargie. La crise générale du mode de production capitaliste n'a ainsi pas comme aspect principal le « gel » productif et le « gel » de la consommation.

La crise générale du mode de production capitaliste a comme aspect principal la cassure dans son élan, car il est dans sa nature de vivre de relance du capital en relance du capital.

Il y a ainsi surproduction de capital, car avec le confinement, la situation de blocage, le capital ne sait pas comment se replacer, alors qu'il est dans sa nature de se replacer immédiatement. Il existe un capital immense qui est désorienté, bloqué, ne sait pas où aller.

Dialectiquement, ce capital provient aussi de la réalisation des cycles précédents. Or, le confinement a bloqué la distribution des marchandises. Il y a donc une accumulation de biens qui n'ont pas été vendus, et ainsi une surproduction de marchandises. Un nombre important de ces marchandises sont perdues, parce qu'elles sont périmées ou parce qu'on ne peut pas louer des chambres d'hôtel dans le passé.

Il y a tout un moment historique où le mode de production capitaliste n'a pas été en mesure de se réaliser en occupant tous les espaces disponibles. On a ici un problème de valorisation, qui est l'écho direct de la destruction de ce qui est naturel, à l'échelle mondiale, afin d'asseoir à tout prix une valorisation du capital existant.

La déforestation n'existe que parce qu'il y a un capital disponible pour celle-ci, avec comme but une valorisation. La nature s'exprime ici comme une limite historique au mode de production capitaliste et voilà pourquoi il cherche à tout prix à la nier (d'où les phénomènes du type PMA, GPA, transhumanisme, transsexualité, rejet de la famille traditionnelle, drogues, etc.).

On a ainsi une crise générale du mode de production capitaliste parce qu'on voit la limite dans la valorisation avant la crise – par le covid-19, pour la première crise générale ce fut la guerre de impérialiste 1914-1918 – et après la crise, avec le recul de la production et le chômage.

Cette question du avant-après est essentielle pour appréhender de manière juste la notion de crise générale du mode de production capitaliste. Ce qui est en jeu ici, c'est la notion de limite, qui est au cœur de la contradiction de tout phénomène.

Ne pas voir la contradiction entre villes et campagnes, avec le covid-19 issu d'une mutation provoquée par le mode de production capitaliste, c'est ne pas

comprendre que la crise générale du mode de production capitaliste n'est pas une « conséquence » d'une « cause », mais un phénomène dialectique.

Il y a ainsi deux axes essentiels pour saisir la seconde crise générale du mode de production capitaliste. Il faut combiner l'avant et l'après et les étudier de manière dialectique, en rejetant le principe de « cause » et de « conséquence ».

Il faut étudier le mouvement qui a fait que le mode de production capitaliste a atteint sa limite, ce qui signifie se tourner vers la question de la nature et notamment des animaux. Le mode de production capitaliste a cherché à contourner son incapacité à se valoriser en modifiant radicalement la réalité naturelle.

La modification physiologique des êtres humains accompagne une utilisation systématique des animaux dans l'industrie afin d'ouvrir de nouveaux marchés, d'élargir les possibilités de satisfaction de la valorisation du capital.

De la même manière relève de « l'avant » l'effacement des valeurs conservatrices de la bourgeoisie devant le post-modernisme. La bourgeoisie ne prétend plus représenter des valeurs traditionnelles et même les fractions les plus agressives en son sein ne le font que symboliquement. La bourgeoisie a totalement décliné et elle est tombée dans une décadence complète, avec le relativisme comme vision du monde.

Il faut, bien évidemment, également étudier « l'après ». La crise générale du mode de production capitaliste connaît un nombre très important de modalités, qu'il s'agit de repérer, d'analyser (de manière non formelle), d'en saisir la substance.

C'est de la compréhension de cette substance que découle la capacité d'intervention révolutionnaires des communistes. ■



Quelques données éparées sur la crise jusqu'à la mi-mai 2020

La crise sanitaire a brutalement perturbé l'économie mondiale et engendré des vagues massives de licenciement, avec parallèlement un effondrement de l'embauche des personnes sans emploi.

En France, le nombre de demandeurs d'emploi sans aucune activité (la catégorie A de Pôle emploi) a connu une hausse qualifiée d'historique pour le mois de mars, avec une augmentation de 7,1 %. Depuis l'existence de cette statistique, une telle augmentation n'avait jamais été enregistrée. Cela est d'autant plus important que le nombre de chômeur baissait largement depuis plusieurs mois.

Les moins de 25 ans sont les plus concernés et les secteurs les plus touchés sont les secteurs de la construction, des services à la personne, de l'hôtellerie, du tourisme et du monde du spectacle.

En toutes logique, les déclarations d'embauche (de plus d'un mois) ont fortement baissé sur la même période, de 22,6 % en mars. Le recul est tellement important qu'il inverse la tendance sur une période d'un an : le taux était encore positif en février (pour les 12 mois précédents cumulés), il devient négatif à partir de mars (pour les 12 mois précédents cumulés). Le confinement ayant eu cours durant tout le mois d'avril, les chiffres indiqueront très probablement une tendance similaire.

En ce qui concerne l'économie mondiale, les chiffres récoltés par l'OCDE (regroupant les pays capitalistes avancés et leurs satellites directs) indiquent la même situation à l'échelle mondiale.

Pour l'ensemble de la zone OCDE, le taux de chômage qui était de 5,2 % en février 2020 a augmenté en mars 2020 à 5,6 %. L'OCDE n'est pas encore en mesure de donner des chiffres précis pour le mois d'avril, mais évoque des premières données annonçant « une hausse sans précédent » dans un communiqué du 13 mai 2020.



Aux États-Unis à la mi-avril le taux de chômage était déjà de 14.7%, un chiffre jamais atteint depuis la moitié du siècle dernier. Il n'était que de 4,4% en mars.

Pour la zone euro, où les licenciements par rapport aux États-Unis sont moins systématiques et immédiats pour des situations censées être temporaires, le taux de chômage était de 7,4 % en mars, avec des premières indications statistiques pour le mois d'avril montrant une hausse du taux de chômage.



Il faut bien préciser ici qu'il s'agit du chômage selon les critères du Bureau international du travail. Cela fait que la situation est sous-évaluée dans de nombreux pays, à commencer par la France où des mesures dites de chômage partielle ont été prises, c'est-à-dire le maintien du contrat de travail avec une rémunération prise en charge par l'État.

Cette mesure ne change rien structurellement à la situation : que les salariés soit directement licenciés comme aux États-Unis ou temporairement pris en charge par l'État comme en France, dans les deux cas ils ne participent pas à la chaîne de production de valeurs (production et circulation des marchandises).

Dans toutes les cas, l'impact sur l'activité économique, mondiale et dans chaque pays, est immense et difficilement évaluable avec précision encore, bien que de nombreux indicateurs montre déjà depuis plusieurs semaines l'effondrement de nombreuses activités.

Même des secteurs tout à fait secondaires ont été touchés par les mesures de confinement liés à la crise du Covid-19. Les ventes de pomme de terre se sont par exemple effondrées en raison de la chute drastique de la consommation de frites, qui se fait essentiellement dans la restauration

(restaurants, cantines, fêtes diverses, etc.) À titre d'exemple, les chaînes de production de McCain, seul transformateur de frites surgelées en France, ont quasiment toutes été stoppées.

La production de pommes de terre s'est trouvée face à une baisse drastique des débouchés, faisant perdre toute valeur à une grande partie de la production avec un surplus de marchandise estimé à 450 000 tonnes début mai en France. Cela se transforme même en son contraire puisque les stocks chez les producteurs, qui sont au nombre de 1500 en France (ce qui est loin d'être négligeable), ont un coût. Et les solutions pour se débarrasser de cette surproduction, alors que les prochaines récoltes vont arriver dans les prochaines semaines, ont elles aussi un coût, sont difficiles à mettre en œuvre, etc.

Le même phénomène a eu lieu, et à encore lieu, pour d'autre secteur agricoles comme la pêche du poisson et la transformation du poisson ou encore les distilleries de bière où au moins 10 millions de litres ont été détruits pendant la période du confinement. Aux Pays-Bas, les horticulteurs néerlandais ont détruit des millions de fleurs chaque jour, jusqu'à 80 % de la production totale.

En ce qui concerne la production industrielle, ce sont les secteurs de la production automobile et aéronautique qui sont le plus visiblement touchés. Les ventes de voitures neuves se sont effondrées en France du jour au lendemain, passant de respectivement 134 226 et 167 785 unités en janvier et février 2020 à 62 668 unités en mars et 20 997 en avril.

En ce qui concerne l'Europe, les ventes n'ont été que de 270 682 unités, alors qu'elles étaient de 1,143 million en 2019 pour la même période. Cela représente un effondrement de 76,3 %.

Les constructeurs Français PSA et Renault, très présent sur les marchés espagnols et italiens, sont particulièrement touchés avec un recul des ventes respectivement de 81,2 % et 79 %, alors que le groupe Fiat Chrysler très présent en Italie a connu lui un effondrement de 87,7 %. Au début du mois de mai, la production est estimée à moins de la moitié de sa capacité par Renault et est également très ralentie chez PSA. Volkswagen a après le redémarrage dû stopper plusieurs chaînes de montage sur son usine de Wolfsburg en Allemagne, en raison de stocks trop grands d'invendus.

La surproduction est telle que les ventes ne se font plus ou alors très peu depuis le 11 mai, les acheteurs particuliers misant sur l'attente d'une baisse des prix inhérente à des stocks massifs de véhicules neufs sur les parkings des usines et des zones de transit. Du côté des entreprises, dont les flottes de véhicules constituent la moitié du marché des véhicules neufs, les réticences à l'achat sont immenses en raison de l'instabilité de la période. L'activité dans les concessions automobiles est ainsi passé à un quart de la normale.



Les capacités de production dans le secteur, avec 4000 000 emplois industriels en France en comptant les sous-traitants, se retrouve largement surdimensionnées. C'est exactement la même chose qui a lieu dans le secteur de l'aéronautique. Si la production a repris ou avait été maintenu sur les sites Airbus, celle-ci n'est que partielle, d'environ un tiers des capacités, et sans certitude de vendre les avions produits actuellement.

De nombreuses compagnies aériennes sont en faillites, au bord de la faillite ou dans l'obligation de réduire leurs capacités. Au mois de mai, plusieurs grandes compagnies ont déjà annoncé des restrictions massives comme Ryanair (suppression de 3000 emplois), British Airways (suppression de 12 000 emplois), Air Canada (suppression de 20 000 emplois), Fly Emirates (suppression 30 000 emplois), alors que l'Association du transport aérien international estime à 25 millions le nombre

d'emplois menacés, sur les 65,5 millions d'emplois directs ou indirects du secteur. Ce se sera autant d'avions en moins dans le ciel.



De nombreuses commandes d'avions ne pourront donc pas être honorées, alors que la faillite de certaines compagnies mettra sur le marché de nombreux avions d'occasion concurrençant la vente des neufs. Les capacités de production du secteur aéronautique se retrouvent donc surdimensionnées, avec 135 000 emplois chez Airbus en Europe, ainsi 300 000 emplois pour la sous-traitance industrielle dans le secteur rien que pour l'Allemagne et la France. Aux États-Unis, Boeing a déjà annoncé la réduction de 10 % de ses effectifs dans le monde, qui sont de 160 000 personnes.

Directement lié à l'automobile et à l'aviation, mais aussi à l'activité industrielle en général, le secteur de la production pétrolière a lui aussi été brutalement concerné par la crise, voyant une surproduction de marchandises faisant baisser les prix de manière drastique. Cela à tel point qu'aux États-Unis, du pétrole a pu être acheté à prix négatif en avril, c'est-à-dire que des « vendeurs » ont payé des « acheteurs » contre la promesse de retirer des stocks au mois de mai.

La surproduction de pétrole a été d'autant plus massive qu'elle avait déjà lieu avant la crise et les mesures de confinement, en raison d'une guerre commerciale menée entre la Russie et l'Arabie Saoudite, ainsi que par les capacités accrues de production américaine ces dernières années. En 2019, la production de pétrole brut avait plus que doublée par rapport à la production dix ans auparavant.

Avec la survenue de la crise sanitaire, les stocks se sont donc accumulés massivement, au point de saturer toutes les capacités de stockage mondiales, y compris en mobilisant tous les navires pétroliers à des fins de stockage, alors que la production n'a quasiment jamais ralenti. Il est en effet très compliqué techniquement, donc très coûteux, de fermer temporairement des puits de pétrole, mais ce n'est pas la seule raison, car il y a aussi en jeu des enjeux de concurrence commerciale. Il a fallu néanmoins un accord mondial entre les producteurs de pétrole pour qu'ils acceptent une baisse de la production de près de 10 millions de barils par jour à partir du 1er mai, tellement la situation est catastrophique dans le secteur.

Le prix du baril de Brent (pétrole référence de la mer du Nord) était de 68,91 dollars en moyenne sur la semaine du 6 janvier 2020 et celui du baril de WTI (pétrole référence américain) était de 63,27 dollars en moyenne la même semaine. La semaine du 28 avril 2020, le prix moyen du baril de Brent n'était que de 20,46 dollars et celui de WTI de 14,22 dollars. Quelques jours plus tôt, sur la semaine du 20 avril, il y a eu l'épisode du baril de WTI à -37,63 dollars.

La surproduction de pétrole est inédite, d'une ampleur gigantesque alors que les prix de stockage sont immenses et peuvent être facilement supérieur ou seulement légèrement inférieur à la valeur de la marchandise. Il est estimé que ce prix de stockage peut aller jusqu'à 15 dollars par baril, alors que sa valeur comme on vient de le voir peut n'être qu'à peine supérieure, voir inférieur en raison justement de ce coût.

De manière plus générale, pour mesurer les cycles économiques et leur fluctuation, l'OCDE utilise un indicateur composite avancé (ICA) pour chaque pays. Dans un communiqué du 12 mai 2020, elle explique que ceux-ci ont connu un effondrement sans précédent au mois d'avril 2020, notamment en raison de l'impact des mesures de confinement sur la production et la circulation des marchandises (ce qui inclut leur consommation).

Même en Chine où les mesures de confinement étaient déjà largement assouplies en avril, l'ICA concernant le secteur manufacturier ne présentait que des « signes d'une possible inflexion positive », mais sans certitude de reprise de la production à des capacités initiales, alors que l'indice s'était effondré comme nulle part ailleurs, et de manière plus importante que pendant la crise de 2008, dans les semaines précédentes.



Tant pour la zone euro que pour les États-Unis ou bien l'ensemble des pays membre de l'OCDE, le ralentissement constaté de l'activité économique est considéré comme fort. En ce qui concerne plus particulièrement la France, l'Insee annonce une chute de la production manufacturière au mois de mars 2020 (-18,2 %) et une chute qualifiée de brutale du taux d'utilisation des capacités de production industrielles pour le mois d'avril. Alors que le taux d'utilisation était de 82,8 % des capacités au premier trimestre 2020, la projection est de 66,8 % pour le second trimestre.

En ce qui concerne l'indice du climat des affaires de l'INSEE, celui-ci qui était de 105 en février 2020 (par rapport à une base 100 correspondant à la moyenne sur 22 ans), il s'est effondré à 94 en mars puis 62 pour le mois d'avril.

Il en est de même pour l'indice du climat des affaires de l'INSEE dans l'industrie manufacturière, tombé à 82 en avril 2020 (contre 101 en février 2020). La chute de l'indice est encore plus marquée en ce qui concerne le commerce de détail, passant de 105 en février 2020 à 90 en mars puis 67 en avril.

Signe de cet effondrement généralisé de l'activité économique, le cours de l'indice CAC 40 (la cotation des 40 plus importantes valeurs françaises) a lui aussi fortement baissé, passant de plus de 6000 points à la mi-février à un plus bas de 3750 point à la mi-mars, pour stagner légèrement au-dessus ensuite (4269 points au 15 mai 2020). ■

La crise générale du capitalisme et le sursaut de la civilisation

La chose est claire : la crise générale du capitalisme est l'expression d'une limite absolue dans son développement. En ce sens, ce qu'on appelle « révolution » n'est qu'un moment qui dépasse l'obstacle posé par le capitalisme lui-même. La caractéristique de l'obstacle est ce qui permet de comprendre ce qui forme le processus révolutionnaire ou non.

La première et la seconde crise générale du capitalisme relèvent d'une même substance « historique ». C'est celle d'une dégradation des conditions de la vie naturelle par rapport à ce qui est possible dans un niveau de civilisation donné.

Cela signifie que la révolution comme moment de dépassement de la crise n'est pas quelque chose qui exprime une identité « prolétaire » formelle, mais l'expression de la continuité de la vie, de la civilisation, cela se déroulant évidemment à travers une classe sociale, la classe ouvrière.

On peut dire que la révolution d'octobre 1917 a été l'expression de la contradiction entre travail intellectuel et travail manuel dans le cadre de la première crise générale. Résultat du développement du capitalisme monopoliste, la première guerre mondiale a comme on le sait sacrifié des millions d'ouvriers et de paysans qui devait, dialectiquement, trouver dressé devant et contre eux tout l'appareil technologique des monopoles. En ce sens, il n'y ni « cause », ni « conséquence ».

1917 en Russie a donc bien été le dépassement de l'obstacle ayant engendré la première crise générale. C'est le refus de la part du travail manuel de n'être qu'un rouage d'une machinerie qui ne sert plus l'essor de la civilisation. Ce dépassement s'est déroulé comme résolution de la contradiction intellectuel/manuel.

La contradiction intellectuel/manuel a été l'aspect principal (la contradiction ville/campagne étant secondaire par l'absorption par l'armée des paysans des campagnes) exprimant la continuité de la civilisation elle-même. Les soldats, travailleurs manuels, assument la culture, la vie naturelle elle-même bien que plongés dans une barbarie généralisée.

La vie trouve toujours à continuer... Et c'est là tout le sens de l'analyse d'Antonio Gramsci, déformé par les courants réformistes :

« On a l'impression que les maximalistes ont été à ce moment l'expression spontanée, biologiquement nécessaire, pour que l'humanité russe ne sombre pas dans la plus horrible débâcle, pour que l'humanité russe, s'absorbant dans le travail gigantesque, autonome, de sa propre régénération, puisse moins ressentir les impulsions du loup affamé, pour que la Russie ne devienne pas un charnier énorme de bêtes féroces qui s'entre-déchirent. »

Cela montre en quoi consiste la révolution dans la crise générale du capitalisme : le prolétariat assume la défense du plus haut degré de civilisation. Dialectiquement, Gramsci parle de « Révolution contre le

Capital » : par esprit volontariste, Gramsci n'a pas saisi le matérialisme historique, mais en même temps, sur la base du développement inégal de sa démarche, il développe un aspect matérialiste dialectique.

La crise générale du capitalisme ne pose donc pas une problématique en terme de « répartition des richesses » dans un pays développé ou de « défense des droits » face au « capital » mais un saut qualitatif dans la civilisation. Cela ne passe évidemment que par la classe ouvrière capable d'assumer l'héritage national et son dépassement-enrichissement.

Dire que le capitalisme surmonte toujours ses crises est donc erroné au point de vue historique. 1917 a été l'expression de la limite de la première crise générale, donnant lieu au premier État socialiste dans le monde et formant ensuite un écho dont celui en 1949 avec la proclamation de la République populaire de Chine.

Le développement capitaliste a été permis par l'effondrement du social-impérialisme et l'intégration au marché mondiale de la Chine avec Deng Xiaoping. L'irruption de la maladie Covid-19 est bien l'expression de l'obstacle général, à un moment où les monopoles capitalistes sont bien plus massifs qu'ils n'étaient déjà en 1914.

Du fait de l'anarchie de la production, les cycles de rotation du capital ne peuvent être bloqués comme cela a été, comme c'est le cas. Cela va engendrer une détérioration non pas simplement et abstraitement des conditions de vie, mais des conditions de vie dans les conditions d'une métropole impérialiste où la vie quotidienne est stabilisée, assurée, et enrichie.

Le travail manuel déjà usant psychologiquement se voit contraint par l'irruption d'un virus exprimant la limite du capitalisme dans le cadre de la contradiction ville/campagne. La pressurisation de la force de travail est encore plus forte de par les mesures sanitaires à respecter.

Par rapport à 1917, l'aspect principal est bien la contradiction ville/campagne, avec celle entre intellectuels et manuels étant la clef du processus dépassement à venir, déjà en cours.

À rebours des théories voyant le prolétaire comme se faisant simplement « accaparer » son travail, on voit là l'intégration complète du prolétaire à la machinerie capitaliste. Le prolétaire fait partie du problème autant qu'il en est la solution et c'est dans son rapport subjectif à la civilisation que réside le processus révolutionnaire.

Car quel que soit l'aspect principal de la contradiction motrice, la substance reste la capacité à assumer et à porter le développement social et culturel. Si les soldats de la première guerre mondiale voient leur condition de vie chuter brutalement, ils manient dans le même temps des techniques de guerre ultra-modernes et acceptent de se battre.

Les prolétaires des métropoles impérialistes vivent une vie bien plus riche au plan subjectif. Grâce au développement technologique, ils sont connectés à la réalité planétaire presque immédiatement, mais ils doivent affronter la destruction de la planète elle-même.

Le virus Covid-19 est l'expression de cette contradiction et le décalage est tellement frappant qu'il forme un aspect certain du processus révolutionnaire dans le cadre de la seconde crise générale du capitalisme. ■

CRISE DU CAPITALISME ET INTENSIFICATION DE LA PRODUCTIVITÉ : LE RÔLE DES ANIMAUX DANS LA CHUTE TENDANCIELLE DU TAUX DE PROFIT

ARTICLE PUBLIÉ POUR LA PREMIÈRE FOIS EN DÉCEMBRE 2008

- quelques coupes ont été effectuées pour centrer sur la dimension proprement économique -

Qu'est-ce qui fait que le capitalisme a pu disposer d'une large période de stabilité relative ?

Tout d'abord, nous devons voir que même au sein de cette stabilité, ce n'est que pendant ce que les historiens bourgeois appellent les 30 glorieuses (les années 1945-1975) que cette stabilité a été réelle. Cette période de trente années suivant 1945 a été marquée par la reconstruction des pays de l'ouest européen après l'affrontement impérialiste de 1939-1945, mais également par des avancées technologiques redynamisant le capitalisme, que les historiens bourgeois appellent sous le nom de « société de consommation ».

A ce niveau, le mouvement de mai 1968 apparaît également comme un mouvement culturel au sein des superstructures pour suivre la modernisation du capitalisme, en plus d'être aussi en partie un réel mouvement ouvrier (en pleine expansion) en confrontation avec le mode de production.

On remarque également que depuis une dizaine d'années l'informatique joue un grand rôle dans la modernisation du capitalisme ; là aussi cela s'accompagne d'une évolution culturelle, avec également au sein de celle-ci une radicalité petite-bourgeoise intellectuelle passant par l'informatique.



Mais il est également un autre facteur de réimpulsion du capitalisme, un facteur de modernisation très profond et se déroulant au sein même de l'appareil productif. Quelle a été cette modernisation ?

Comprenons d'abord que la modernisation consiste en des modifications technologiques, qui jouent sur le travail, en permettant une augmentation de la productivité. Ce jeu sur la productivité ne peut pas empêcher à terme la crise du

capitalisme, pour autant il joue un rôle dans le rythme du cycle d'accumulation.

Rappelons donc à ce titre que ce qui détermine la valeur du travail, c'est sa durée (l'aspect extensif), son degré d'intensité (la quantité de travail plus ou moins grande qui est fournie), son degré de productivité (c'est-à-dire la quantité plus ou moins grande de produits fournis pour une même quantité de travail). Les capitalistes cherchent à valoriser le plus possible la valeur travail au sein de la

production, tout en rémunérant ce travail le moins possible. C'est le principe de l'exploitation, exploitation masquée par l'idéologie dominante.

Et la crise du capitalisme réside justement en ce que la part de la valeur-travail au sein de la production diminue avec la modernisation : en fait, moins il y a d'ouvriers employés, moins les capitalistes volent du surtravail aux ouvriers.

C'est la chute tendancielle du taux de profit. Karl Marx explique à ce sujet :

« Le développement de la force productive et l'élévation correspondante de la composition organique du capital permettent de faire fonctionner une quantité de plus en plus grande de moyens de production à l'aide d'une quantité de travail de plus en plus petite, chaque partie aliquote du produit total, chaque marchandise prise à part ou encore chaque portion déterminée de la masse totale des marchandises produites absorbe moins de travail vivant et contient moins de travail matérialisé aussi bien dans l'usure du capital fixe utilisé que dans les matières premières et auxiliaires consommées.

Chaque marchandise singulière recèle donc une somme moindre et de travail matérialisé en moyens de production et de travail nouvellement ajouté dans la production. »
(Le Capital, 2, XIII).

Le Capital de Karl Marx n'est pas une œuvre philosophique, mais elle reste une œuvre dialectique, et donc Karl Marx, après avoir présenté la chute tendancielle du taux de profit, se demande avec nous de manière dialectique :

« Comment expliquer que cette baisse n'ait pas été plus importante ou plus rapide ? Il a fallu que jouent des influences contraires, qui contrecarrent et suppriment l'effet de la loi générale et lui confèrent simplement le caractère d'une tendance. C'est pourquoi nous avons qualifié la baisse du taux de profit général de baisse tendancielle. »
(Le Capital, 3, XIV)

Et Karl Marx de nommer comme causes les plus générales :

- augmentation du degré d'exploitation du travail,
- réduction du salaire au-dessous de sa valeur,
- baisse de prix des éléments du capital constant,
- la surpopulation relative,
- le commerce extérieur,
- augmentation du capital par actions.

Intéressons-nous à l'augmentation du degré d'exploitation du travail.

Karl Marx explique que :

« Tout ce qui favorise la production de la plus-value relative par simple perfectionnement des méthodes, comme dans l'agriculture, sans augmentation du capital utilisé, a le même effet.

Ici, il est vrai, le capital constant employé n'augmente pas par rapport au capital variable, si nous considérons ce dernier comme l'indice de la force de travail occupée, mais c'est la masse du produit qui augmente par rapport à la force de travail utilisée. »

Y a-t-il alors un produit dont la masse ait pu être augmentée sensiblement à très faible coût, permettant une intensification capitaliste de la production durant cette période de relative stabilité ?

La réponse est oui, et il y en a même plusieurs, qui font que même s'il y a moins d'ouvriers (et donc moins de surtravail volé), le capitalisme se « rattrape » grâce à l'intensification du travail, permettant un accroissement du taux de plus-value arraché sur le dos de la classe ouvrière.

Reprenons les trois éléments déterminant la valeur du travail :

- l'aspect extensif,
- le degré d'intensité,
- le degré de productivité.

Et fournissons des exemples concrets, ayant joué un rôle dans le ralentissement de la chute tendancielle du taux de profit.

A) L'ASPECT EXTENSIF

Quand on pense au caractère extensif, on pense traditionnellement à l'agrandissement d'un lopin de terre. Mais c'est erroné, ce n'est pas dialectique.

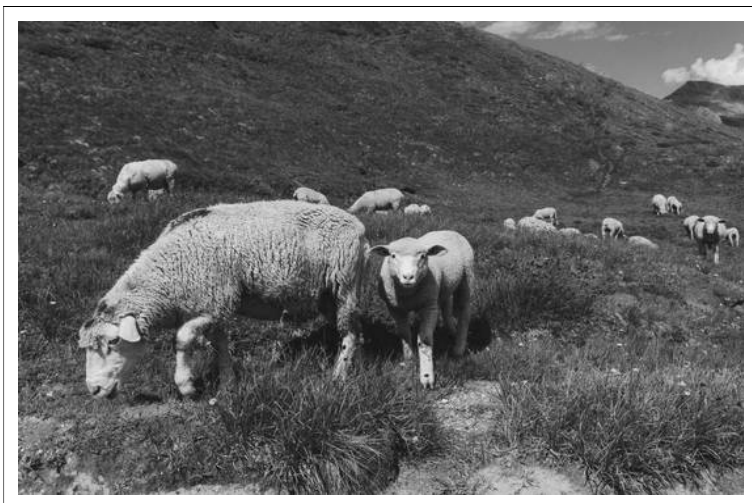


Prenons ici l'exemple concret du sucre : l'aspect extensif n'a pas porté sur la source, mais sur son utilisation. Si chaque personne en France consomme 35 kilos de sucre par année, c'est en raison de l'utilisation massive et nouvelle du sucre par les capitalistes (dans les soupes, les aliments transformés, les yaourts, les biscuits, des cosmétiques, etc.).

La France étant le premier producteur européen de sucre et le deuxième producteur mondial de sucre de betterave, on voit tout de suite l'intérêt d'une extension du domaine du sucre : en 2007, le chiffre d'affaires des monopoles du sucre était de 3,5 milliards d'euros. En 1960-1961, étaient mises sur le marché 1 385 467 tonnes de sucre blanc. En 2004-2005, le chiffre était passé à 2 180 000.

Évidemment, l'exploitation des pays semi-coloniaux semi-féodaux joue aussi : en 2007 l'Union européenne a importé 2,5 millions de tonnes de sucre ! Sont concernés 18 millions d'agriculteurs et 1,8 million d'ouvriers exploités dans 113 pays. Les chiffres parlent d'eux-mêmes, tout autant que la

crise sanitaire causée par le sucre : en 1826, la consommation de sucre en France était de 2 kilos par habitant ; en 2007 elle est de 35 kilos !



On voit donc comment les capitalistes ont su étendre leur exploitation de la classe ouvrière grâce au sucre. Cette forme s'est appliquée à un très grand nombre de domaines de la production (les médicaments, les produits chimiques, les emballages, etc...).

B) LE DEGRÉ D'INTENSITÉ

Les capitalistes jouent bien entendu sur la quantité de travail qui est fourni. Ils tentent de faire en sorte qu'elle soit de plus en plus grande.

Voilà ce qui explique pourquoi, malgré qu'il y ait moins d'ouvriers en France ces trente dernières années, la chute tendancielle du taux de profit n'ait pas été vertigineuse.

Les capitalistes ont réussi à avoir un accroissement du taux de la plus-value, en faisant en sorte que la valeur du travail des ouvriers grandisse. Pour cela, ils ont profité de l'automation, de la robotisation, de l'informatique et de l'augmentation des cadences.

C'est ce que les capitalistes appellent la « rationalisation » de la production (ou la « démarche qualité » en langage de gestionnaire) ; tout un ensemble de tâches ont été réorganisées de telle manière à ce que chaque ouvrier soit plus efficace. Il faut bien voir que les capitalistes ont profité durant toutes les 30 glorieuses, et ce jusqu'à aujourd'hui, de la participation active des syndicats au processus productif. Cela a grandement aidé le capitalisme dans son intégration de la classe ouvrière à ses projets.



Les capitalistes ont également profité des expériences au niveau international ; ils ont subventionné tout un secteur intellectuel pour analyser et les faire profiter de leurs études (comme par exemple le principe japonais du « kaizen », c'est-à-dire de l'amélioration continue grâce à la participation des travailleurs).

Ainsi, la chute tendancielle du taux de profit a été temporairement ralenti par l'élévation de l'intensité du travail.

C) LE DEGRÉ DE PRODUCTIVITÉ

Ici, tout comme pour le sucre, les capitalistes ont mené une véritable révolution culturelle, combinant en fait l'aspect extensif avec le degré d'intensité. Comment ont-ils fait cela ? En fait, le but des capitalistes est de faire en sorte qu'une plus grande quantité de produits soit fournie pour une même quantité de travail.



Habituellement, la question des matières premières est simple : quand on a un kilo de blé, on a un kilo de blé. On peut bien jouer sur le caractère extensif et faire en sorte que le blé soit davantage utilisé (nous l'avons vu dans le cas du sucre), mais on ne peut pas transformer un kilo de blé en plusieurs kilos de blé.

Cela existe en fait, comme activité commerciale, par exemple en remplaçant une matière par une autre qui est moins chère (le sucre

notamment), afin de rogner les marges. Mais aussi courant que cela soit, cela ne peut pas jouer sur l'ensemble du processus, de par son caractère marginal et sectorisé.

En fait, les capitalistes ont cherché et ont tenté de combiner l'aspect extensif avec le degré d'intensité, c'est-à-dire qu'ils ont tenté de trouver une matière première qui, grâce aux techniques de la rationalisation de la production (fordisme, toyotisme, etc.) se multiplient comme par magie.

Les capitalistes ont alors trouvé la poule aux œufs d'or. Et quelle est-elle ? Eh bien une poule justement. Les capitalistes ont compris que les animaux étaient vivants et qu'il serait donc possible d'utiliser cette source de production « gratuite » pour un rendement maximum. Les capitalistes ont découvert que si un kilo de blé et un autre kilo de blé n'amenait pas à ce qu'apparaisse un troisième kilo de blé, tel n'était pas le cas pour les animaux.

Ils ont alors généralisé l'utilisation des animaux dans l'industrie : c'est l'apparition d'un côté des gigantesques



abattoirs industriels, où l'intensité du travail est énorme, et est combiné avec une productivité en hausse permanente.

Et de l'autre côté l'extension de l'utilisation des animaux au delà de l'alimentation pour toute l'industrie (les farines animales, les graisses pour les machines, les pellicules photos, etc...).

Il y a en France 339 abattoirs (en 2000), dont un quart génère les 2/3 de la production ; le nombre d'abattoirs a décliné de plus de 30% entre 1990 et 2000 en raison de la concentration monopolistique. Les vingt plus grands abattoirs sont même à la base de 47% de la viande ! Pour le veau, ce sont dix abattoirs qui contrôlent 59% de la production ! L'abattoir Olympig dans le Morbihan s'occupe de deux millions de porcs par an !



C'est-à-dire qu'entre 1980 et 2000, il y a deux fois moins d'abattoirs... Mais 10% de production en plus. Voilà un excellent exemple de gestion de la productivité par les capitalistes. Et cette productivité tient précisément à la nature particulière des matières premières.

Si d'ailleurs culturellement apparaissent aujourd'hui des mouvements de protection animale, ce n'est qu'indirectement en liaison avec leurs ancêtres du 19ème siècle. Il s'agit d'un phénomène nouveau, qui accompagne la généralisation d'un nouveau type de production qu'ont choisi les capitalistes. De fait, entre 1990 et 2007, la consommation mondiale de viande toute espèce confondue est passée de 143 à 271 millions de « tonnes équivalent carcasses ».

Au 19ème siècle la consommation annuelle de viande était en moyenne inférieure à 20 kg par personne en Europe. En 1920, elle passe à 30 kg puis

en 1960 à 50 kg. En 2008, on passe à peu près à 100 kg de viande par personne et par an (107 kilos en France, 93 en Italie, 136 dans l'État espagnol, 107 en Belgique, 88 en Allemagne, etc.).

Il va de soi que cette production est déterminée par les capitalistes et n'est nullement un choix social effectué par les masses. Ce qui est vrai pour la viande l'est tout autant pour le lait, et l'on voit d'ailleurs que les capitalistes font tout pour imposer le lait en Asie (si le lait est très controversé, en Asie son impact sur la santé est connu pour être particulièrement nocif sur les populations locales).

L'argument capitaliste concernant l'élévation du niveau de vie ne fonctionne pas : aux problèmes sanitaires (obésité, maladies cardiovasculaires, cancers divers...) causés par la viande s'ajoute celle de l'hygiène, en raison de la nature même de la production.

Selon une note de service de la Direction Générale de l'Alimentation (DGAL), datée du 21 novembre 2007 et diffusée dans la revue Le Point, 42 % des établissements où l'on abat veaux, vaches, cochons... et 46 % des abattoirs de volailles et de lapins sont hors la loi au regard des normes d'hygiène européennes, ce qui signifie que plus de 700 000 tonnes de viandes de bœuf, veau, mouton... et environ 500 000 tonnes de poulets qui, chaque année, sortent d'abattoirs sont non conformes.

Ainsi donc, le passage de la production de viande de 75 millions de tonnes à 265 millions de 1961 à aujourd'hui est clairement lié à l'intensification gérée par les capitalistes, dans leur bataille pour le profit. Une tendance qui ne s'arrête pas : à l'horizon 2050 les capitalistes pensent que leur production atteindra 465 millions de tonnes.

Mais ces solutions entreprises par les capitalistes et résumées ici ne font que ralentir la chute tendancielle du taux de profit, pour même l'accélérer après : la formidable croissance du Capital se heurte aux contradictions insolubles qui le travaillent.

Le capital n'utilise la production que pour s'agrandir, sa mise en valeur étant le point de départ et le point final. Sa mise en valeur passant par le « développement inconditionné de la productivité sociale », elle affronte la classe ouvrière, qui est la classe la plus exploitée dans le mode de production capitaliste (les animaux dans le cadre de l'industrie n'étant pas « exploités » mais utilisés, ils ne forment pas une classe sociale, mais une catégorie opprimée, à l'instar d'une nation par exemple).

Les capitalistes s'imaginent que, par les gains de productivité, ils peuvent réduire la dimension de la classe ouvrière dans le cadre du processus productif – une erreur fatale, la pierre qu'ils soulèvent étant trop lourde pour eux. Ainsi, la crise, loin d'être évitée, n'a donc été que repoussée. L'accumulation du capital durant les 30 glorieuses n'a fait que renforcer la tendance aux monopoles et n'est que le prélude à la révolution socialiste. ■

Autres formes de l'augmentation du degré de productivité, l'utilisation des farines animales et la production de viande recomposée (viande mélangée avec une combinaison d'eau, de phosphates et de produits à la « formule secrète ») sont la cause de problèmes sanitaires incommensurables.

A cela s'ajoute le problème écologique : la production des aliments concentrés pour l'élevage et l'élevage lui-même monopolisent aujourd'hui 78% des terres agricoles mondiales. A cela s'ajoute la production de déchets inabsorbables par la planète (les tonnes de déjections des cochons par exemple). Un des problèmes qui fait partie des contradictions inhérentes au capitalisme.



Karl Marx

et la crise de surproduction

La notion de crise chez Karl Marx est liée à celle de baisse tendancielle du taux de profit. Ce qu'on appelle crise est défini par lui comme le « développement des contradictions internes de la loi ».

De fait, c'est le principe du matérialisme dialectique selon lequel tout phénomène obéit à la loi de la contradiction, qui présente une nature interne au dit phénomène. Lorsqu'il s'intéresse aux processus en cours dans le mode de production capitaliste, Karl Marx regarde les contradictions dans ces processus.

En l'occurrence, la contradiction à l'intérieur de la baisse tendancielle du taux de profit est ce qui produit la crise.

L'étude de Karl Marx à ce sujet forme le XV^e chapitre du livre III du Capital, le chapitre XIII concernant en tant que tel la nature de la loi de la baisse tendancielle du taux de profit, le chapitre XIV présentant les « causes qui contrecarrent la loi ».

Ces causes qui contrecarrent la loi ne sont que relatives ; leur opposition à la loi amène un développement en spirale. Il y a des paliers : la loi s'applique, connaît un frein relatif pour un temps, puis passe au-delà de ce frein, franchissant un palier, puis le processus recommence.

Le processus est obligé de recommencer, car la manière qu'a la loi de triompher de cette opposition provient de l'intérieur du mouvement lui-même de cette loi. On est ici strictement dans le cadre du matérialisme dialectique.



Est-ce à dire cependant que cette spirale est sans fin, et que le capitalisme passera sans cesse de tels paliers ? Qu'il y aura sans cesse des freins, puis un dépassement de ces freins par une énergie interne propre au mouvement du capital ? C'est là une question qui a travaillé tous les lecteurs du capital et pour cette raison, ce dernier chapitre de la troisième section

du livre III du Capital – section intitulée « Loi de la baisse tendancielle du taux de profit » – a provoqué un véritable casse-tête.

Certains en ont déduit que puisque la crise est liée à la baisse tendancielle du taux de profit, son explication ne formant qu'un chapitre issu des deux autres, alors s'il n'y a pas baisse tendancielle, alors il n'y a pas crise.

D'autres ont affirmé que la crise était secondaire par rapport à la baisse tendancielle. D'autres encore ont considéré que la crise serait dépassée par une sorte de vaste union de tous les capitalistes dans un super monopoles, tandis que d'autres

déplaçaient le problème en refusant le caractère interne de la crise pour lui donner un caractère externe : c'est le manque d'acquisition de zones non capitalistes qui bloquerait le capitalisme.

Certains ont affirmé que la crise consistait en une surproduction de capital, qui ne trouverait plus de place pour se reproduire ; d'autres ont postulé que la crise était une surproduction de marchandises, qui ne trouveraient plus d'acheteurs, ce qui casserait le processus d'accumulation.

De fait, la question a véritablement été tournée dans tous les sens, et tous les types de réponses ont pratiquement été fournis.

Seul Lénine a parfaitement compris la question, ce qui l'a amené à développer le concept d'impérialisme, comme émergence de monopoles comme superstructure sur la base capitaliste. Lénine a, ici, ni plus ni moins que sauvé le marxisme.

Le révisionnisme soviétique abandonnera ensuite ce concept, avec Nikita Khrouchtchev, pour affirmer que le capitalisme était désormais organisé avec l'aide de l'État, dans un capitalisme monopoliste d'État. La crise est alors interprétée de manière totalement différente de chez Lénine et la révolte de Mao Zedong contre Nikita Khrouchtchev est liée à cela dans sa substance.



Pour dire les choses plus directement, la quelque vingtaine de pages du chapitre XV du livre III du Capital a joué un rôle historique de la plus grande importance. Elle a amené des

batailles idéologiques intenses entre Karl Kautsky, Eduard Bernstein, Rosa Luxembourg, Rudolfg Hilferding, Lénine, Eugen Varga, Staline, Boukharine, etc.

Les conséquences ont été politiquement immenses ; leur implication idéologique essentielle.

L'interprétation du chapitre XV a une valeur décisive : selon la manière qu'on a de le comprendre, on a une vision particulière du capitalisme. Selon qu'on considère que la crise de ce dernier soit inévitable ou non, qu'elle prenne telle ou telle forme, on a des conclusions politiques fondamentalement différentes, s'appuyant de fait sur une compréhension radicalement différente du marxisme.

KARL MARX ET LA CRISE DE SURPRODUCTION : LE RAPPORT À LA BAISSSE TENDANCIELLE DU TAUX DE PROFIT

Au début du chapitre XV, Karl Marx réaffirme le principe de baisse tendancielle du taux de profit. Pour faire court, rappelons ici simplement que les capitalistes introduisent toujours plus de machines dans la production. Ils pensent ainsi rogner sur les dépenses de salaires, mais comme la vraie richesse vient de l'exploitation des ouvriers, ils scient la branche de l'arbre sur laquelle ils sont assis.

Puis, très rapidement, il pose une vision dialectique de la question, où l'on est vite dépassé si l'on ne comprend pas la forme de la contradiction en question. Voici ce que dit Karl Marx :

« Baisse du taux de profit et accélération de l'accumulation ne sont que des expressions différentes d'un même procès, en ce sens que tous deux expriment le développement de la productivité. »

On a ici deux contraires. D'un côté, l'accumulation capitaliste voit son taux de profit baisser, ce qui implique son affaiblissement. Et pourtant, de l'autre côté, l'accumulation capitaliste s'accélère, ce qui implique son renforcement.

C'est incompréhensible pour qui n'admet pas le principe du mouvement dialectique. Comment une chose peut-elle s'affaiblir et se renforcer en même temps ?

Immédiatement après, Karl Marx précise ce qu'il a voulu entendre. Voici comment il présente les deux aspects contradictoires, le premier tout d'abord :

« De son côté, l'accumulation accélère la baisse du taux de profit, dans la mesure où elle implique la concentration du travail sur une grande échelle, d'où une composition plus élevée du capital. »

Cela, c'est la baisse tendancielle du taux de profit. Le travail est concentré, on utilise des machines qui aspirent le travail, le travail humain est de plus en plus mis de côté, l'exploitation voit sa sphère se réduire de par le nombre moins important d'ouvriers.

Voici maintenant le second aspect :

« D'autre part, la baisse du taux de profit accélère à son tour la concentration du capital et sa centralisation par la dépossession des capitalistes de moindre importance, l'expropriation du dernier carré des producteurs directs, chez qui il restait encore quelque chose à exproprier. »

On comprend ici que Karl Marx ne parle du mode de production capitaliste dans son ensemble encore. Il parle des capitalistes et seulement d'eux. Dans la phrase précédente, Karl Marx disait somme toute : les capitalistes mettent des ouvriers de côté, or ils les exploitent, donc le taux d'exploitation va s'amoinrir, puisqu'il y a moins d'ouvriers.

Dans la seconde phrase qu'on a ici, Karl Marx dit : les capitalistes se font concurrence et en concentrant le travail, ils augmentent la productivité, ils torpillent des concurrents et exigent un capital plus grand à chaque fois pour être en mesure d'avoir un haut niveau technique, une haute productivité.

Le petit producteur ne peut pas investir comme le font les grands capitalistes dans des grandes machines avec une haute productivité : il disparaît par conséquent, coulé par la concurrence.



Rosa Luxembourrg s'arrête là. Elle dit : il y a de moins en moins de capitalistes, et moins il y en a plus c'est la preuve de la concentration du capital, du fait qu'on mette des ouvriers de côté, qu'on ne sait plus comment faire du profit du côté du capital.

Par conséquent, le capital étant tellement accumulé n'a comme moyen de s'en sortir que le militarisme pour la conquête de zones non capitalistes.

Eugen Varga aura une position tout à fait similaire, à ceci près que lui considère que le capital « en trop » va s'allier avec l'État pour chercher toujours plus de voie pour s'en sortir, repoussant ainsi la crise à un peu plus tard.

Or, c'est là une réduction du mode de production capitaliste aux capitalistes, et Karl Marx ne fait pas cette erreur.

KARL MARX ET LA CRISE DE SURPRODUCTION : ANCIENS ET NOUVEAUX CAPITALISTES

Immédiatement après les deux phrases sur le taux de profit, Karl Marx ajoute une phrase capitale :

« Ce qui d'un autre côté accélère à son tour l'accumulation, quant à la masse, bien que le taux de l'accumulation baisse avec le taux du profit. »

Cette phrase est capitale, mais le souci est que Karl Marx part ensuite directement dans autre chose, critiquant la thèse de Ricardo comme quoi le capitalisme serait sans limite. Cette phrase peut donc passer inaperçu, alors qu'elle est fondamentale pour comprendre le reste une fois que Karl Marx a fini sa longue remarque sur Ricardo.

Ce que dit Karl Marx dans cette phrase, c'est que l'accumulation va connaître une accélération même si et même en raison du fait qu'il y ait moins de capitalistes et moins de taux de profit. En fait, s'il y a davantage d'accumulation, alors il y a plus de capitalistes !

On comprend le problème épineux auquel on a affaire. L'accumulation implique moins de capitalistes, et en même temps plus de capitalistes... Comment faut-il comprendre la chose ?

Et pourquoi Karl Marx n'explique-t-il alors pas immédiatement cela, pourquoi part-il sur autre chose ? Dans la forme c'est regrettable, mais c'est en réalité absolument cohérent.

Karl Marx dit en effet la chose suivante, immédiatement après la phrase mentionnée plus haut :

« Par ailleurs, si le taux de mise en valeur du capital total, le taux de profit, est bien l'aiguillon de la production capitaliste (de même que la mise en valeur du capital est son unique fin), sa baisse ralentira la constitution de nouveaux capitaux autonomes et elle semble dès lors menacer le développement du procès de production capitaliste, elle favorise la surproduction, la spéculation, les crises, la constitution de capital excédentaire à côté d'une population en excédent. »

Cela signifie que, contrairement à ce que pense Ricardo (et ses successeurs sur le plan théorique), le capitalisme fait bien face à un mur. Le capitalisme développe l'accumulation... et en même temps la fait se confronter à un obstacle.

Cet obstacle, c'est le nombre d'ouvriers. À un moment donné, il n'y a plus assez d'ouvriers disponibles pour que le capital se valorise suffisamment – rappelons que comme le capital se renforce à chaque cycle, il devient toujours plus important et a donc toujours plus de besoin.

Cependant, tant qu'il y a ces ouvriers, le nouveau capital peut trouver des moyens de se développer.

Et maintenant on a tout compris : Karl Marx n'assimile pas le mode de production capitaliste aux capitalistes. Il voit toujours la contradiction entre ouvriers et capitalistes. Il ne perd jamais de vue non plus le rapport entre capital et marchandises.

Cela fait qu'il constate, en quelque sorte, que même si certains capitalistes mettent de côté des ouvriers, car ils ont suffisamment avancé dans le processus capitaliste, d'autres capitalistes peuvent utiliser ces ouvriers mis de côté pour avancer dans leur propre processus.

Qui plus est, comme il y a eu progrès technique, il y a eu accumulation à la masse (c'est-à-dire de manière élargie en termes quantitatifs) ; il y a donc plus de forces productives, de richesse matérielle. Les marchandises coûtent moins cher, élargissant les possibilités d'être vendues.

Si l'on s'arrête là, on peut donc imaginer un capitalisme sans crise : c'est ce que fera Eduard Bernstein. Oui, les ouvriers sont exploités. Mais avec le développement des forces productives, le mouvement est sans fin et il n'y aura pas de crise. Le mouvement ouvrier doit progressivement s'approprier la société, et non pas tabler sur un effondrement.

Ce qui peut arriver, et doit arriver, c'est que certains capitalistes feront faillite, car ne parvenant pas à vendre leurs marchandises, mais avec le développement technique le niveau de vie augmentera de toutes façons et il y aura toujours d'autres capitalistes pour lancer des processus d'accumulation.

Cela ne sera juste pas les mêmes. Mais cela ne changera rien au caractère durable du capitalisme : c'est la perspective du « révisionnisme » au début du 20^e siècle dans le mouvement ouvrier, Eduard Bernstein en tête.

Notons bien que cette perspective est opportuniste dans les faits, mais pas nécessairement subjectivement. Eduard Bernstein dira que le but n'est rien, le mouvement est tout, mais se considérera comme socialiste ; il s'opposera à la Première Guerre mondiale.

Et après celle-ci, les socialistes allemands opposés aux communistes auront exactement cette lecture erronée de Karl Marx. Ils veulent le socialisme, s'assument marxistes : il ne s'agit pas d'un simple rejet unilatéral du marxisme, même si cela revient objectivement à cela.

KARL MARX ET LA CRISE DE SURPRODUCTION : DÉSÉQUILIBRES, NOMBRE DE CAPITALISTES

Le chapitre XV implique tellement de choses qu'en 3-4 pages, on a déjà la base de la conception de Rosa Luxembourg et celle d'Eduard Bernstein.

Pourtant, il reste encore à voir comment on en arrive à la crise du capitalisme : pour l'instant, on a seulement somme toute des déséquilibres (d'où Eduard Bernstein), ou bien une réduction ininterrompue du nombre de capitalistes (d'où Rosa Luxembourg).

Karl Marx ne dit d'ailleurs pas qu'il n'y a ni déséquilibres, ni réduction ininterrompue du nombre de capitalistes, seulement il place ces phénomènes dans une conception plus vaste. Citons ici un passage intéressant sur la question de la base étroite du capitalisme, correspondant à ces deux phénomènes :

« La masse totale des marchandises, le produit total, aussi bien que la portion qui remplace le capital constant et le capital variable que celle qui représente la plus-value, doivent être vendues.

Si cette vente n'a pas lieu ou n'est que partielle, ou si elle a lieu seulement à des prix inférieurs aux prix de production, l'ouvrier certes est exploité, mais le capitaliste ne réalise pas son exploitation en tant que telle (...).

Les conditions de l'exploitation immédiate et celles de sa réalisation ne sont pas identiques. Elles ne diffèrent pas seulement par le temps et le lieu, théoriquement non plus elles ne sont pas liées.

Les unes n'ont pour limite que la force productive de la société, les autres les proportions respectives des diverses branches de production et la capacité de consommation de la société (...).

Plus la force productive se développe, plus elle entre en conflit avec la base étroite sur laquelle sont fondés les rapports de consommation. »

En clair, il ne suffit pas pour le capitaliste d'exploiter, encore faut-il vendre les marchandises produites. Or, moins les ouvriers peuvent consommer, moins il y a de marchandises vendues. Les intérêts du capitaliste à exploiter s'opposent aux intérêts du capitaliste à ce que les marchandises soient vendues.

L'existence aujourd'hui de forces productives particulièrement élevées ne change pas le problème ; elle ne fait que déplacer le problème quantitativement. Il y a toujours, qualitativement, un obstacle, de par le manque de consommateurs par rapport au capital toujours plus nombreux.

Si l'on s'arrêtait à cette première sous-partie du chapitre XV, il ne resterait que deux options : tabler sur la réduction à un nombre très restreint de capitalistes (Rosa Luxembourg), ou bien s'imaginer que les capitalistes vont sans cesse se renouveler

parallèlement au développement technique (Eduard Bernstein).

Cependant, il reste deux sous-parties. La première (c'est-à-dire en fait la seconde) s'intitule « Conflit entre l'extension de la production et la mise en valeur », la seconde (et donc la troisième) s'appelle « Excédent de capital accompagné d'une population excédentaire ».

Karl Marx va y fournir les explications sur sa manière de concevoir la crise du mode de production capitaliste.

KARL MARX ET LA CRISE DE SURPRODUCTION : LA NOTION DE CRISE

Karl Marx, pour commencer, constate la chose suivante dans la seconde partie du chapitre XV. Les capitalistes peuvent soit mettre de côté des ouvriers, soit renforcer leur exploitation. Dans le premier cas, le taux de profit baisse, dans le second il augmente.

Or, même en augmentant le taux d'exploitation des ouvriers restants, on ne rattrapera pas le niveau d'exploitation acquis lorsqu'il y avait plus d'ouvriers. La baisse tendancielle du taux de profit semble inéluctable.

Seulement voilà, et ici Karl Marx montre qu'il avait tout à fait prévu l'avenir, contrairement à ce qui est dit : selon lui, plus les forces productives augmentent, plus il y a des marchandises qu'on peut acheter.

Préfigurant la « société de consommation », Karl Marx explique la chose suivante :

« Le développement de la force productive du travail contribue indirectement à augmenter la valeur-capital existante en multipliant la masse et la diversité des valeurs d'usage qui représentent la même valeur d'échange et constituent le substrat matériel du capital, ses éléments concrets, les objets matériels qui composent directement le capital constant et, au moins indirectement, le capital variable.

Avec le même capital et le même travail, on crée davantage d'objets susceptibles d'être convertis en capital, abstraction faite de leur valeur d'échange ; objets qui peuvent servir à absorber du travail additionnel, donc du surtravail additionnel aussi, et donc peuvent servir à créer du capital additionnel. »

Cela correspond à ce qui a été formulé : un accroissement du nombre de marchandises est un saut quantitatif, mais ne modifie pas le problème sur le plan qualitatif.



Ce n'est pas tout. Avec le développement des forces productives, le même capital devient plus productif qu'auparavant. Il a gagné en puissance qualitative.

Et le capital est plus nombreux à chaque cycle, il y a donc plus de capital, ce qui fait que le même capital a perdu de la puissance quantitative.

À chaque cycle, le capital est plus grand, le même capital plus puissant par rapport à ce qu'il était, mais sa part dans l'ensemble du capital s'est vu réduite, puisqu'il y a davantage de capital. On a là un faisceau de contradictions et Karl Marx embraille alors là-dessus, en avertissant de la complexité dialectique à laquelle on va faire face.

Il prévient ainsi :

« Mais il ne faut pas se contenter, à la manière de Ricardo, d'étudier ces deux phases [baisse qualitative du taux de profit, augmentation du profit par le renforcement quantitatif de la production], incluses dans le procès d'accumulation, dans leur coexistence paisible : elles renferment une contradiction qui se manifeste en tendances et en phénomènes contradictoires. Les facteurs antagoniques agissent simultanément les uns contre les autres (...).

Périodiquement, le conflit des facteurs antagoniques se fait jour dans des crises. Les crises ne sont jamais que des solutions violentes et momentanées des contradictions existantes, de violentes éruptions qui rétablissent pour un instant l'équilibre rompu. »

Nous voilà donc au cœur de la question de crises, que Karl Marx définit ici comme interne au processus d'accumulation, d'une part, et ensuite comme également momentanées. Cependant, on voit également que ces éruptions ne font que momentanément rétablir l'équilibre : il faut bien voir que pour Karl Marx la crise n'est pas un déséquilibre, mais un équilibre !

Le capitalisme ne se développe qu'à travers un déséquilibre. Sa croissance n'est pas une symétrie entre ses composantes, mais une dissymétrie.

C'est pourquoi la planification en URSS, développée sous Staline, lui oppose le plan comme développement harmonieux des forces productives.

Cependant, en quoi consiste alors la notion de crise chez Karl Marx ? Quel est son sens, puisque la crise est ici équilibre, et non pas déséquilibre ? C'est qu'en fait, le capitalisme est lui-même une crise dans son existence elle-même.

KARL MARX ET LA CRISE DE SURPRODUCTION : L'ULTIME BARRIÈRE

Voici un long passage dans lequel Karl Marx explique la nature de « crise » propre au capitalisme. Il faut ici bien faire attention : ce n'est pas une définition terminée, il reste une sous-partie, on n'en est ici qu'à la fin de la seconde sous-partie.

Si l'on s'arrête là, on tombe inévitablement dans l'interprétation erronée d'Eugen Varga,

qui a secoué l'Internationale Communiste dans les années 1920-1930. C'est la thèse d'une « crise générale du capitalisme » qui serait un capitalisme perpétuellement en crise, surmontant par moments celle-ci pour une relance cyclique, qui basculerait elle-même dans la crise, etc., dans une sorte d'allers-retours sans fin.

Karl Marx dit la chose suivante :

« La dépréciation périodique du capital existant [car à chaque cycle le capital s'agrandit, donc le capital précédent voit sa part dans le total s'abaisser], qui est un moyen immanent au mode de production capitaliste d'arrêter la baisse du taux de profit et d'accélérer l'accumulation de valeur-capital par la formation de capital neuf, perturbe les conditions données, dans lesquelles s'accomplissent les procès de circulation et de reproduction du capital, et, par suite, s'accompagnent de brusques interruptions et de crises du procès de production.

La baisse relative du capital variable par rapport au capital constant, qui va de pair avec le développement des forces productives, stimule l'accroissement de la population ouvrière, tout en créant constamment une surpopulation artificielle [c'est-à-dire que le chômage est provoqué ici par l'abaissement de la part des ouvriers dans la production, aux dépens des machines]

L'accumulation du capital, au point de vue de sa valeur, est ralentie par la baisse du taux de profit, qui hâte encore l'accumulation de la valeur d'usage [de marchandises utiles, utilisées], tandis que celle-ci, à son tour accélère le cours de l'accumulation quant à sa valeur [car plus de choses sont produites et vendues, donc valorisant le capital].

La production capitaliste tend sans cesse à dépasser ces limites qui lui sont immanentes, mais elle n'y parvient qu'en employant des moyens qui, de nouveau, et à une échelle plus imposante, dressent devant elle les mêmes barrières.

La véritable barrière de la production capitaliste, c'est le capital lui-même. »

Cela signifie ici que le capitalisme est par nature déséquilibré, car il augmente les forces productives, mais en même temps s'appuie sur l'appauvrissement du plus grand nombre, or il faut bien vendre ce qui a été produit pour passer au prochain cycle productif.

Le capitalisme connaît donc une ultime barrière, propre à sa nature, existant de manière interne. Il développe les moyens d'existence de l'humanité, mais le capital étant sa propre fin, il ôte en même temps ce qu'il fournit.



Cependant, cela veut-il dire que les crises du capitalisme ne sont finalement que des situations d'équilibre, et que le capitalisme est toujours en déséquilibre, sans pour autant connaître de crise finale ?

Faut-il alors considérer qu'à un moment, on est tellement proche de la barrière, que le capitalisme ne peut plus vraiment grandir ?

Ou bien qu'il y aura toujours une nouvelle vague de capitalistes produit par le nouveau cycle, et relançant la machine ?

KARL MARX ET LA CRISE DE SURPRODUCTION : LA QUESTION DE LA NATURE DE LA CRISE

Il ne faut jamais perdre de vue que la question de la nature de la crise n'exige pas simplement une « logique » adéquate ; c'est indéniablement avant tout une question politique.

C'est la lecture politique de la réalité qui va prédéterminer la manière de saisir la crise du capitalisme et ses modalités. Cette question a pour cette raison été celle des grands débats dans l'Internationale Communiste dans les années 1920.

Si Léon Trotsky se fait ainsi rejeter, c'est parce que sa thèse implique que le

capitalisme a rencontré le mur, que les forces productives ne peuvent plus se développer.

Cela signifie, de fait, que les trotskystes expliquent depuis des décennies que les forces productives ne se seraient plus développées depuis 1920...

Si Boukharine se fait pareillement rejeter, c'est parce qu'il affirme que dans chaque pays, les monopoles ont entièrement pris le pouvoir et qu'il n'y a plus de contradiction dans le capitalisme au niveau national.

On l'a compris, la question revenant inlassablement est celle du capitalisme organisé. Cette conception est d'ailleurs ouvertement assumée par les socialistes allemands après 1918. Ils considèrent que les communistes ont tort de penser que le capitalisme est à bout de souffle.

La thèse qui triompha à l'opposé au sein de l'Internationale Communiste est celle de la stabilité relative dans la crise générale du capitalisme : le capitalisme a rencontré le mur de ses limites, mais peut passer quelques paliers, difficilement, et dans tous les cas en s'orientant toujours plus vers la guerre.

Eugen Varga, qui a participé au premier chef à l'élaboration de ce concept, va toutefois le fétichiser, et considérer que le capitalisme maintenu va modifier sa nature, se rationaliser, s'intellectualiser pour trouver une solution.

Le marxisme ne considérant pas que le capital « pense », il alla chercher ce « cerveau » auprès de l'État. L'alliance de l'État et du capital aurait permis le maintien du capitalisme.

Dans les années 1960, Paul Boccara poursuivra directement le tir, en faisant du

capitalisme monopoliste d'État une sorte de super-capitalisme s'auto-gérant.

Il y eut par ailleurs de nombreuses analyses du même type, faisant du capitalisme une forme sociale gérée par une bureaucratie par les cadres des entreprises (le « néo-capitalisme »), par une toute petite oligarchie organisée de manière complotiste (le « groupe Bilderberg », les « illuminatis », etc.), par les États-Unis d'Amérique, par le FMI et la banque mondiale, par les complexes militaro-industriels, par les multinationales, etc.

Toutes ces conceptions d'un capitalisme organisé sont directement reliés historiquement à la négation de la possibilité de la crise du capitalisme.

Karl Marx, au moyen de la troisième partie de son analyse de la baisse tendancielle du taux de profit, contredit pourtant cela.

Le long exposé intitulé « Excédent de capital accompagné d'une population excédentaire » donne une réponse très claire à la question de savoir ce qu'est la crise capitaliste.

KARL MARX ET LA CRISE DE SURPRODUCTION : LA SURPRODUCTION ABSOLUE DE CAPITAL

La sous-partie « Excédent de capital accompagné d'une population excédentaire » est aussi longue que les deux précédentes prises ensemble ; elle dispose qui plus est d'un addenda tout aussi long, qui fournit cependant des éléments secondaires, des précisions.

Elle est le prolongement direct de ce qu'a dit Karl Marx auparavant et présente les traits généraux de ce qu'est la crise du mode de production capitaliste au sens strict.

Le premier aspect, vraiment important, est l'explication pourquoi au bout d'un moment, les petits capitaux sont particulièrement agressifs. C'est qu'ils sont placés dans une situation particulièrement exigeante.

Voici comment la chose est présentée :

« La masse des petits capitaux éparpillés est ainsi contrainte à s'engager dans la voie de l'aventure : spéculation, gonflement abusif du crédit, bluff sur les actions, crises.

Ce qu'on appelle la plethora [la pléthore] de capital concerne toujours essentiellement la pléthore du capital pour lequel la chute du taux de profit n'est pas compensée par sa masse [comme pour le grand capital] – et c'est le cas toujours des bourgeoissements de capital frais qui viennent de se former – ou la pléthore qui, sous forme de crédit, met ces capitaux, incapables d'exercer une action à leur propre bénéfice, à la disposition de ceux qui dirigent les grands secteurs commerciaux ou industriels.

Cette pléthore de capital naît des mêmes conditions qui provoquent une surpopulation relative, et c'est donc un phénomène qui vient compléter celle-ci, bien que les deux faits se situent à des pôles opposés, capital inemployé d'un côté et population ouvrière non occupée de l'autre. »

Il ne s'agit ici que d'une précision de ce qui a été dit auparavant. Eugen Varga en fera d'ailleurs la base principale de sa description du capitalisme « bloqué », en théorisant un chômage de masse permanent.

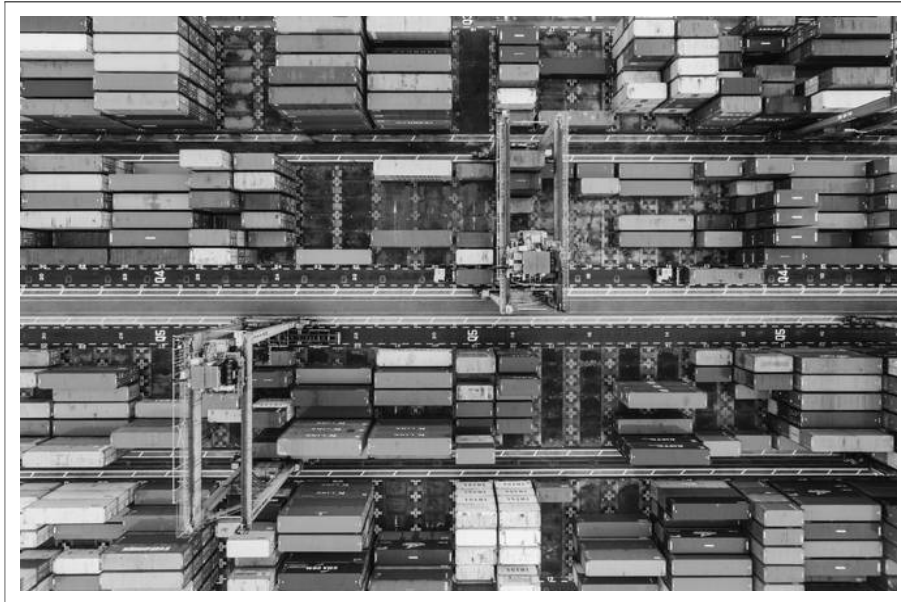
La phrase qui suit la citation est pourtant d'une importance très grande :

« Surproduction de capital, non de marchandises singulières – quoique la surproduction de capital implique toujours surproduction de marchandises – signifie donc suraccumulation de capital. »

Eugen Varga mit cet aspect de côté ; son disciple français Paul Boccara en fit par contre le cœur de son interprétation du « capitalisme monopoliste d'État ». La suraccumulation, le fait que le capital ne puisse plus se placer quelque part, serait telle que l'État s'assimilerait au capital pour trouver de nouveaux espaces.

Le problème est que Karl Marx ne mentionne cette suraccumulation de capital, ou bien surproduction absolue de capital, seulement comme hypothèse de travail pour développer sa thèse sur la crise.

Chez Paul Boccara, cette hypothèse est prise pour la réalité, il est vrai pour justifier dans les années 1960 la participation aux institutions pour les protéger contre un prétendu assaut du capital en surplus.



Mais pourquoi Karl Marx a-t-il besoin de l'hypothèse de la surproduction absolue de capital ?

La raison en est la suivante. Il imagine que cela soit le cas et il dit qu'il y aurait alors une partie du capital en jachère, comme en attente, et de l'autre un capital en action, mais peu mis en valeur en raison de la grande concurrence posée par le capital en attente.

Il expose alors la situation, qui serait marquée par une destruction de capital provoquée par une crise ayant comme source l'impossibilité de valoriser par la vente de marchandises, dans un contexte d'hyper-concurrence.

Les prix s'effondreraient, il y aurait une sorte de décompression, mais ce n'est pas du tout la question ici : Karl Marx mentionne justement cette hypothèse pour dire qu'elle n'est pas possible.

Il est explicite :

« Et ainsi la boucle serait de nouveau bouclée. Une partie du capital dévalué pour avoir cessé de fonctionner retrouverait son ancienne valeur.

Pour le reste, les choses décriraient de nouveau le même cercle vicieux sur la base de conditions de production élargies, d'un marché plus vaste, d'une force productive augmentée.

Mais même dans l'hypothèse extrême que nous avons émise de surproduction absolue de capital, il n'y aurait pas en fait surproduction absolue tout court, surproduction absolue des moyens de production.

Il n'y a surproduction de moyens de production que dans la mesure où ceux-ci font office de capital et, partant, impliquent par rapport à leur valeur qui s'est gonflée avec leur masse une mise en valeur de cette valeur, dans la mesure où ils doivent créer une valeur additionnelle. »

On sait désormais comment Karl Marx voit la crise du capitalisme : comme surproduction des moyens de production.

KARL MARX ET LA CRISE DE SURPRODUCTION : LA SURPRODUCTION DES MOYENS DE PRODUCTION

Immédiatement après avoir précisé dans quelle mesure la surproduction de capital n'est pas une « surproduction absolue tout court », Karl Marx précise dans quel cas elle serait une surproduction des moyens de production, une surproduction absolue.

Il faut comprendre la chose ainsi selon lui :

« [La véritable, en tant que telle] surproduction de capital ne signifie jamais autre chose que surproduction de moyens de production – moyens de travail et subsistances – pouvant exercer la fonction de capital, c'est-à-dire susceptibles d'être utilisés pour exploiter le travail à un degré d'exploitation donné. »

Ce que cela implique, c'est la surproduction de marchandises. La véritable crise du capitalisme ne consiste pas en une simple surproduction de capital. C'est pour cela que Lénine a pu définir l'impérialisme, comme émergence historique de la surproduction de capital et son affirmation comme superstructure, sans modification de l'infrastructure capitaliste.

La véritable crise du capitalisme consiste en la combinaison de la surproduction de capital et de la surproduction de marchandises. Karl Marx synthétise de la manière suivante cette double nature :

« La fin [au sens de l'objectif] du capital étant la production de profit et non la satisfaction des besoins, le capital n'atteignant ce but que par des méthodes qui adaptent la masse de sa production à l'échelle de production et non inversement, il doit nécessairement y avoir sans cesse discordance entre les dimensions restreintes de la consommation sur la base capitaliste et une production qui sans cesse tend à franchir cette barrière qui lui est immanente.

Du reste, on sait que le capital se compose de marchandises et par suite la surproduction de capital inclut celle des marchandises.

D'où la bizarrerie du fait que les mêmes économistes qui nient toute surproduction de marchandises reconnaissent la surproduction de capital. »

La chose est ici très claire et ceux qui résument la crise à une surproduction de capital n'ont pas compris qu'il ne s'agissait que d'un aspect de la question.

À quoi ressemblerait cependant une situation de surproduction de capital et de surproduction de marchandises ? Karl Marx relie cela à la question de chaque cycle capitaliste, qui produit davantage de capital. Il définit par conséquent la chose ainsi :

« Le taux de profit, c'est-à-dire l'accroissement relatif de capital, est surtout important pour toutes les nouvelles agglomérations de capital qui se forment d'elles-mêmes.

Et si la formation de capital devenait le monopole exclusif d'un petit nombre de gros capitaux arrivé à maturité, pour lesquels la masse de capitaux l'emporterait sur son taux, le feu de la production s'éteindrait définitivement. »

On sait maintenant quand se produit la crise générale du capitalisme : quand le cycle est cassé, c'est-à-dire quand les capitalistes empêchent l'émergence d'autres capitalistes, ne vivant par ailleurs plus que d'une vaste production, allant dans le sens d'une mise en esclavage, ne s'intéressant plus à la question du taux de profit.

On est là dans ce que Lénine a appelé le capitalisme monopoliste d'État pendant la Seconde Guerre mondiale, mais pas du tout au sens d'un nouveau mode de production (comme chez Eugen Varga et Paul Boccard), seulement au sens du moment d'effondrement final des cycles capitalistes.

Cet effondrement va de pair avec la socialisation obligatoire de l'économie, sans quoi c'est le retour – par ailleurs impossible de par les lois du mouvement de la matière – à la féodalité.

Lorsque les capitalistes monopolistes prédominent totalement, dans une situation historique, alors le capitalisme monopoliste est l'antichambre du socialisme.



Remarques sur la surproduction de capital et la surproduction de marchandises

Le mode de production capitaliste ne peut se développer que s'il se renforce. Et il ne peut se renforcer que s'il se développe. C'est là une interrelation dialectique qui est particulièrement difficile à saisir. C'est d'autant plus vrai pour comprendre la crise du mode de production capitaliste.

En effet, le mode de production capitaliste ne peut être en crise que s'il se développe et il ne peut se développer que s'il est en crise. Ce paradoxe amène les gens à considérer que le mode de production capitaliste surmonte toujours ses faiblesses, qu'il sort toujours vainqueur de n'importe quelle crise.

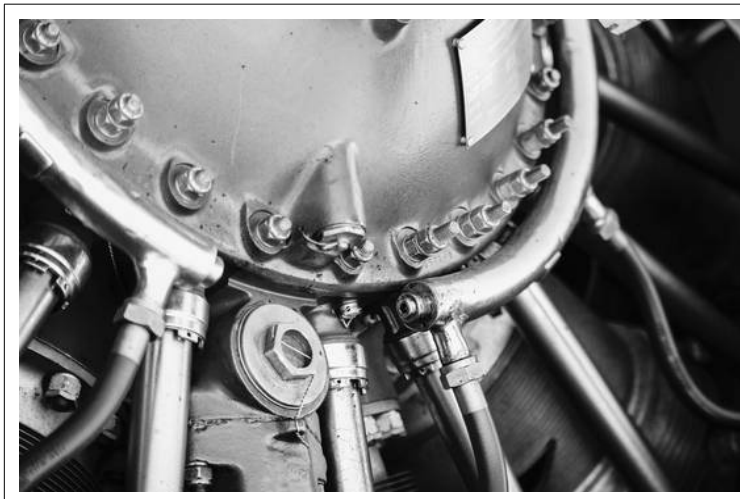
Si l'on maîtrise le matérialisme dialectique, on voit les choses inversement, car l'aspect principal n'est pas le développement, mais la crise. Cela peut évidemment se retourner en son contraire, comme en 1945, toutefois la tendance principale reste le mouvement vers une limite à partir de la quelle on va à l'effondrement.

Il est ici quelques remarques nécessaires pour appréhender de manière correcte cette question de la crise générale du capitalisme, avec sa nature de surproduction de capital et de surproduction de marchandises.

Il y a déjà la question de fond. Les moyens de production relèvent de la propriété privée et ainsi une classe est exploitée pour qu'il y ait une production de biens matériels à ses dépens. Il faut cependant qu'il y ait une consommation plus grande pour que le mode de production capitaliste se développe. Comment cela est-il alors possible ?



Il faut, pour saisir cela, véritablement avoir une perspective matérialiste dialectique et voir que le processus de développement est en spirale. Rosa Luxembourg n'avait pas saisi cela et pour elle, le mode de production capitaliste se développait, car il existait encore des territoires non pénétrés par le mode de production capitaliste.



Sa vision était non dialectique : pour elle, soit le mode de production capitaliste se développait, soit il ne se développait pas.

On peut considérer que les deux grands soucis d'une telle lecture sont les suivants. Tout d'abord, il y a une incapacité de constater que le mode de production capitaliste, c'est aussi une production pour la production. Il y a des entreprises qui produisent pour d'autres entreprises.

Ainsi, il ne suffit certainement pas de nationaliser les entreprises produisant

des biens pour la consommation directe, en la « reprenant » telle quelle... Car derrière, en nationalisant les entreprises servant à la production de biens pour la production, il faut une énorme capacité d'organisation afin de faire les bons choix.

Une production pour la production produisant du matériel pour des usines atomiques, des cages pour animaux, des piscines de luxe... aboutit à une production d'usines atomiques, de cages pour animaux, de piscines de luxe.

Staline avait lui tout à fait compris cela. On lui a reproché de manière incessante de privilégier l'industrie lourde. Mais il avait compris que sans industrie lourde, l'industrie légère dépendrait d'une industrie lourde d'autres pays, donc de pays capitalistes. Cela eut été un choix contre-révolutionnaire que de privilégier l'industrie légère, la consommation directe servant il est vrai directement le peuple, mais l'enchaînant alors aux pays capitalistes.

L'industrie légère aurait alors été quantitativement dépendante des autres pays, mais également qualitativement. Les pays capitalistes auraient dit à l'URSS : on vous vend telle chose pour produire telle chose, et pas autre chose.



Même en admettant que Deng Xiaoping aurait pu avoir raison dans sa stratégie de zones économiques spéciales pour développer la Chine, on ne peut que voir que la présence étrangère en Chine concerne des productions bien spécifiques, que la Chine a simplement reproduit, reproduisant donc la forme de la production capitaliste.

Le contenu avec Deng Xiaoping n'était en réalité déjà plus socialiste. Mais même s'il l'avait été, il aurait perdu sa substance. Produire de manière socialiste des hamburgers aboutit à ce que la dimension socialiste disparaisse devant la nature de ce qui est produit.

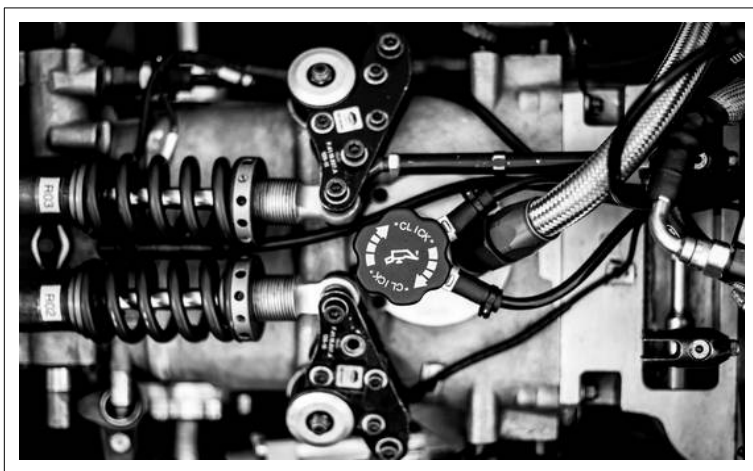
Le second aspect qui est incompris concernant le mode de production capitaliste, c'est que même si celui-ci est décadent, il a des secteurs qui peuvent tout à fait fleurir au milieu de cette putréfaction. Lénine l'a bien souligné dans *L'impérialisme*, stade suprême du capitalisme : il ne faut pas penser que tous les secteurs s'effondreraient de manière unilatérale. Ce serait anti-dialectique de croire cela.



Maintenant, il faut voir le problème de fond. Pourquoi le mode de production capitaliste apparaît-il comme stable pour tout le monde ? On pose la question ici politiquement, pas simplement par le fait que les gens soient prisonniers du mode de production capitaliste, que leur esprit soit façonné par lui.

Même des gens qui croient en la victoire systématique du capitalisme peuvent avoir des doutes, l'unilatéralité n'existe pas. Pourquoi cependant l'option communiste apparaît-elle comme totalement utopique ?

Il y a ici deux choses qui jouent. Tout d'abord, il y a le fait que la crise générale du capitalisme commençant en 1917 a connu différents moments relevant d'un processus inégal.



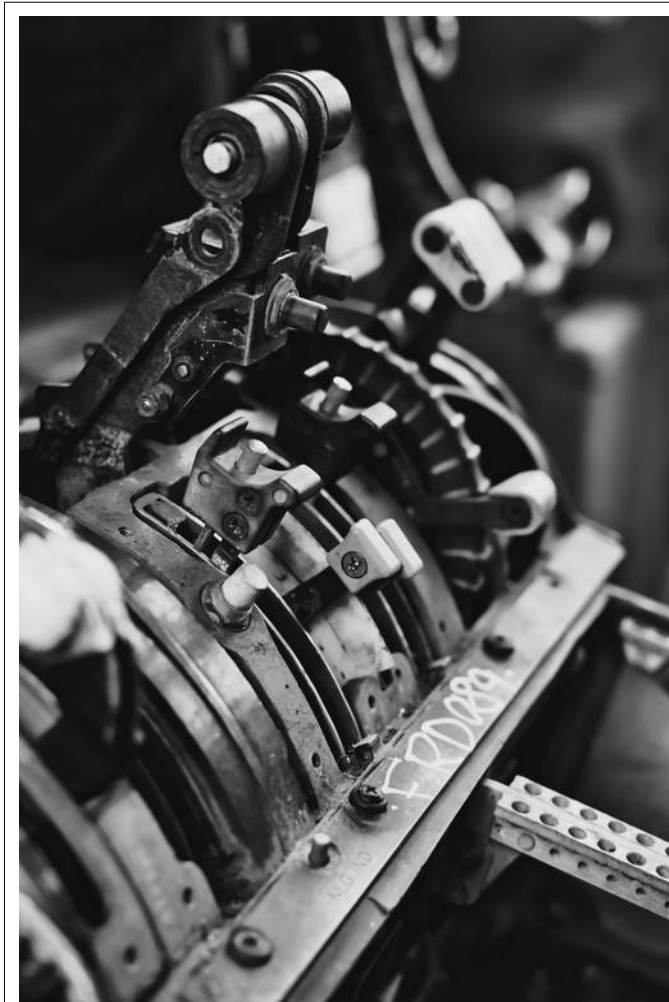
Déjà, cette crise a frappé l'ensemble des pays d'Europe centrale et d'Europe de l'Est, ce qui fait qu'elle n'a pas été perçue comme une crise totale dans les pays de l'Ouest européen. Les mentalités ont été forgées de manière tout à fait différentes. Les pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique du Sud ont eux tout à fait perçu la crise, mais ils n'étaient pas en son cœur.

Ensuite, lorsque la crise générale du capitalisme commencée en 1917 s'est aggravée en 1929, la guerre mondiale a commencé peu après. En 1945, les

gens ont considéré qu'il y avait une période « nouvelle », que la crise relevait du passé. Il y a ici de nombreuses expériences qui ont été perdues.

Le pays au cœur des contradictions de la crise générale du capitalisme, l'Allemagne, a perdu tout son patrimoine. Les nazis ont assassiné les communistes en masse, la mobilisation nationaliste et militaire a asséché le patrimoine dans les masses. Les crimes durant la guerre et la défaite ont ajouté encore des problèmes et par la suite, le révisionnisme en RDA et l'utilisation des anciens nazis en RFA ont encore plus accentué le problème. L'apparition de la Fraction Armée Rouge

s'explique par ce constat de blocage historique. Ulrike Meinhof avait étudié en détail la situation allemande.



Bien entendu, tout a changé et on peut considérer qu'à partir de 1980, la question révolutionnaire est revenue. Le mode de production capitaliste s'était heurté à une limite dans les années 1970, il y avait de nouvelles avant-gardes suivant Mao Zedong et la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne. Gonzalo, dirigeant du Parti Communiste du Pérou, parle de situation d'offensive stratégique de la révolution mondiale.

Il aurait dû souligner la dimension relative de tout développement, car des contre-tendances elles-mêmes relatives peuvent intervenir. Elles sont au nombre de deux.

Il y a l'implosion de l'URSS, mettant un terme à la gravité de l'affrontement Est-Ouest alors que la tendance à la guerre dominait toujours plus. Cela a puissamment aidé le bloc de l'Ouest à renforcer son capitalisme, aux dépens du social-impérialisme soviétique disparaissant devant une oligarchie russe, ukrainienne, biélorusse, des pays de l'Est bureaucratiques satellisés par l'Ouest.

Il y a ensuite l'intégration de la puissance économique chinoise au service du mode

de production capitaliste. Passé d'atelier du monde à usine du monde, la Chine a formidablement aidé les pays occidentaux à développer leur capitalisme.

Ces deux phénomènes ont ralenti le temps, ils ont asséché le terrain de la révolution, mais pour un temps seulement. Le mode de production capitaliste a gagné trente ans. Trente ans, dans la vie d'une personne, c'est énorme. Cela explique pourquoi la proposition stratégique communiste a été invalidé en apparence auprès des gens.

Inversement, les contradictions du mode de production capitaliste n'en sont que plus renforcés. On a ainsi la contradiction entre l'humanité et la nature, qui est explosive, la contradiction entre la superpuissance américaine et la superpuissance chinoise en devenir, qui est une source de conflit militaire toujours plus prégnant. Il y a ici toute une liste de contradictions qui, en fait, doivent précisément être analysées.

Pour cela, il faut par contre bien maîtriser le rapport entre surproduction de capital et surproduction de marchandises. Considérer l'un indépendamment de l'autre – et c'est récurrent chez ceux ne maîtrisant pas le matérialisme dialectique – aboutit à une incompréhension du mode de production capitaliste, et a fortiori de la crise générale du capitalisme.

Il faut donc se tourner vers les enseignements de Karl Marx à ce sujet, et profiter des erreurs commises par Eugen Varga et Paul Boccara, erreurs riches d'enseignements. ■

L'ERREUR D'EUGEN VARGA

-----Eugen Varga a été un révolutionnaire en première ligne dans la révolution hongroise qui a suivi la révolution russe. Il a ensuite servi de principal économiste de l'Internationale Communiste, écrivant des bilans pour chaque congrès. Il se fera finalement mettre de côté pour son erreur d'interprétation quant à la nature de la crise générale du capitalisme.-----

Voici comment Eugen Varga expose sa thèse sur le chômage organique, en 1928.

« Le chômage en masse chronique au cours de la période d'après-guerre est un fait bien connu.

Nous étions disposés à ne le considérer que comme la conséquence des troubles profonds apportés dans l'équilibre de l'économie mondiale (industrialisation des pays d'outre-mer, appauvrissement de l'Europe, crise agraire).

Certes, tous ces facteurs constituent des causes partielles du chômage.

Mais une étude approfondie du développement du capitalisme au cours de ces dernières années montre que la cause principale du chômage en masse chronique ne réside pas dans les facteurs ci-dessus, mais est due à l'aggravation des antagonismes intérieurs du capitalisme. »

On passe ici du capitalisme en crise en raison des déséquilibres de la guerre, à un capitalisme qui prend en quelque sorte une forme nouvelle.

Quels sont ces antagonismes intérieurs du capitalisme dont parle Eugen Varga ?

Celui-ci rappelle que seule la classe ouvrière produit de la plus-value.

Or, il y a la chute tendancielle du taux de profit, comme il le souligne fort justement.

Pour grignoter sur les dépenses, le capitaliste licencie, sans s'apercevoir qu'il scie la branche de l'arbre sur laquelle il est assis.

Voici comment il résume cela, en en déduisant trois tendances.

« Pour le capitaliste isolé, qui ne comprend pas le mécanisme véritable de l'économie capitaliste, mais voit tout à travers les lunettes de la concurrence, les dépenses imposées par le paiement des salaires sont un élément du coût de production qui ne se différencie en rien des autres éléments du coût de production : combustible, matières premières, machines, etc.

C'est pourquoi, dès qu'il a la possibilité de réduire le coût de production, les ouvriers sont remplacés par des machines et jetés sur le pavé, et la plus-value est réduite.

Ainsi l'intérêt des entreprises capitalistes consistant à s'assurer, par la réduction de leur coût de production individuel au moyen de la réduction de la somme des salaires, une plus grande participation au profit total, est en contradiction avec l'intérêt de la classe capitaliste dans une mise en valeur la plus haute possible de l'ensemble du capital).

Sur cette base, se développent trois principales tendances du capitalisme:

1. La tendance à l'élévation de la composition organique du capital;
2. La tendance à la baisse du taux du profit ;
3. La tendance à la diminution du nombre des ouvriers. »

Seulement, ce faisant, Eugen Varga résume le capitalisme aux capitalistes déjà existant, disposant déjà d'un capital développé, déjà suffisamment avancés dans le processus capitaliste pour en arriver à cette étape de la chute tendancielle du taux de profit. Or, tous les capitalistes n'en sont pas là.

En effet, le capital appelle le capital et ce n'est pas seulement des capitaux déterminés qui grandissent, d'autres émergent inéluctablement aussi. D'où la thèse de Lénine comme quoi les monopoles ne suppriment pas la concurrence mais émergent à côté d'elle. Certaines branches de l'économie deviennent monopolistique, mais d'autres ne le sont pas ; c'est inévitable de par le développement inégal.

Cela, Eugen Varga l'oublie complètement.

La conséquence en est que la paupérisation relative, issue de la part (en proportion) toujours plus grande d'appropriation des capitalistes des richesses, devient absolue parce qu'il y a de moins en moins d'ouvriers qui sont payés, et de plus en plus de chômeurs.

Inversement, la paupérisation absolue, c'est-à-dire l'effondrement du niveau de vie, devient relative, car elle dépend désormais des soubresauts du capitalisme en déclin.

Une fois qu'il a évacué l'aspect de l'accumulation capitaliste non monopoliste, Eugen Varga limite toute la perspective au capital monopoliste. Le mode de production capitaliste ne consiste alors plus en l'accumulation du capital, mais en un système monopoliste parasite.

La thèse du chômage organique s'appuie sur une lecture unilatérale du capitalisme comme capitalisme centralisé, et inversement. Il s'agit non plus ici simplement d'une observation, mais d'un véritable système en tant que tel.

Eugen Varga l'expose de la manière suivante. Citant Karl Marx, il rappelle le fait que la part variable dans un capital s'abaisse au fur et à mesure qu'il grandit. Cela renforce l'armée industrielle de réserve.

Or, comme le chômage était faible avant 1914 et qu'il est désormais chronique après 1918, cela prouve selon Eugen Varga qu'on a passé un cap. Il résume cela de la manière suivante :

« Au cours des années d'après-guerre, depuis la stabilisation du capitalisme, on assiste à une diminution du nombre des ouvriers occupés par le capital industriel.

La tendance à la constitution d'une armée de réserve industrielle s'est complètement réalisée. L'élimination des ouvriers par les machines n'est plus compensée par l'extension de la production.

C'est là un fait si important que nous devons le prouver minutieusement à l'aide de chiffres et d'arguments. Pour réfuter une objection probable, disons tout de suite qu'il ne s'agit nullement ici d'un phénomène provoqué par le cycle industriel.

Il ne s'agit pas du fait que le nombre des ouvriers occupés dans l'industrie a diminué, parce que le volume de la production a diminué à la suite d'une crise, mais d'un licenciement d'ouvriers dans une période de bonne conjoncture, avec un volume de production accru et dans les pays capitalistes dirigeants. »

Le souci de cette affirmation est donc que la reproduction élargie du capital va de pair avec une prolétarianisation. Il y a davantage de capital, donc davantage de prolétaire, même si en même temps un capital déjà lancé met de côté des prolétaires qu'il avait intégrés. C'est un mouvement inégal.

Eugen Varga supprime ce mouvement inégal. Selon lui, le progrès technique et la rationalisation ont donné naissance à un

chômage permanent, en cassant le processus de génération de prolétaires.

Il en veut pour preuve que les chiffres de l'économie américaine montreraient qu'il y a bien moins de prolétaires, mais une production supérieure.

Il dit que c'est notamment vrai dans la production de pétrole raffiné, de tabac, de viande, mais également partie dans la production d'automobiles, d'électricité, etc.

Il constate aussi que ce fait est renforcé par deux phénomènes, dont on peut penser par ailleurs qu'il les sous-estime fortement :

« Ce chômage est encore aggravé par le fait de l'augmentation naturelle du nombre des forces de travail et par l'immigration. »

Eugen Varga précise également que les petits producteurs artisanaux et paysans américains échappant au capitalisme ont été intégrés, au point que « le développement factuel aux États-Unis se rapproche ainsi de l'image d'un capitalisme pur », avec pratiquement seulement les deux classes, prolétariat et bourgeoisie, qui se font face, sans couches sociales intermédiaires comme la petite-bourgeoisie.

On arrive alors à la conclusion logique. Puisque le capitalisme a atteint son point limite et ne peut plus embaucher, alors le processus de pressurisation ne peut que continuer de manière unilatérale, donc les ouvriers pourront toujours moins consommer, donc la surproduction de marchandises sera toujours plus énorme.

Rappelons ici que selon lui l'apparition de l'URSS, l'effondrement de l'Europe centrale et de l'Est, la stagnation de l'Europe occidentale, font que les productions américaine et japonaise ne peuvent plus trouver de débouchés.

Ce qui signifie qu'au sens strict, le capitalisme a fait le tour, et ne trouvant plus de moyen de s'élargir, il pourrit sur pied puisque son auto-élargissement est dans sa nature. Eugen Varga dit ainsi :

« Ce progrès technique ayant effectué un saut ne trouve par là pas de possibilité correspondante d'élargissement du marché intérieur, etc. Il en ressort un chômage structurel, qui n'est pas une apparition conjoncturelle, mais révèle un chômage d'un type spécifique pour la période actuelle de déclin du capitalisme. »

Le « capitalisme pur » américain correspond ainsi à une situation radicalement nouvelle :

« Nous constatons donc une diminution des forces de travail créatrices de plus-value au service du capital industriel d'environ 1.500.000 personnes, et une augmentation des forces de travail dans la sphère de la circulation et dans différentes branches d'activité d'environ 4 millions de personnes.

Naturellement, la capacité d'absorption de la sphère de circulation est limitée, et tout ce développement est anormal.

La rationalisation du commerce et de toutes les branches d'activité administratives tend également à une réduction des forces de travail.

La contradiction entre le progrès technique, l'accroissement formidable de la richesse sociale et l'augmentation considérable du chômage chronique, constituent le principal élément d'instabilité au sein du capitalisme le plus stable, dont l'importance sociale est formidable. »

La domination complète, totale, du capitalisme monopoliste, aboutirait donc à se confronter à un mur dans la valorisation du capital, et par conséquent tout se ratatine dans le mode de production capitaliste.

Les monopoles n'apparaissent plus que comme des formes parasitaires au milieu d'une vaste richesse sociale.

Là où Karl Marx est dialectique, Eugen Varga est mécanique.

Il ne comprend pas le mouvement contradictoire du capital, en « ligne-spirale » comme le dit Karl Marx.

Il existe un rapport tourmenté entre ce capital ancien et ce capital nouveau. Ils sont en concurrence, pas nécessairement dans mêmes domaines pour autant de par les changements techniques, les modes, etc. Leur approche est aussi très différente. Le premier, de par sa dynamique déjà en cours, licencie pour tenter de grappiller du profit, alors qu'en réalité il supprime la source de la plus-value. Le second, lui en plein élan, embauche.

Selon les situations, il y a plus ou moins la possibilité pour le capital de trouver des débouchés. Cela provoque des complications dans le mouvement du capital, mais cela lui est propre, cela ne dépend pas de la question du nombre de la population ouvrière.

Karl Marx explique que :

« Le mouvement d'expansion et de contraction du capital en voie d'accumulation produit donc alternativement l'insuffisance ou la surabondance relatives du travail offert, mais ce n'est ni un décroissement absolu ou proportionnel du chiffre de la population ouvrière qui rend le capital surabondant dans le premier cas, ni un

accroissement absolu ou proportionnel du chiffre de la population ouvrière qui rend le capital insuffisant dans l'autre. »

En clair s'il y a trop de capital ou pas assez, ce n'est pas en rapport avec la taille croissante ou décroissante de la population ouvrière.

C'est en effet le capital qui forme la population ouvrière, qui en décide du rythme de croissance. Et justement ce qu'on appelle les chômeurs est un espace de « déchet » de cette croissance, dans la mesure où il s'agit du fruit des licenciements faits par le capital déjà lancé, mais aussi inversement (et dialectiquement) du vecteur de l'abaissement des conditions de vie de la population s'ajoutant à la population du prolétariat.

Ceux qui viennent au prolétariat sont mis sous pression par l'existence de gens au chômage, et le chômage augmente parallèlement à l'accroissement de la population allant au prolétariat. Karl Marx formule cela de la manière suivante :

« L'armée industrielle de réserve est d'autant plus nombreuse que la richesse sociale, le capital en fonction, l'étendue et l'énergie de son accroissement, donc aussi la masse absolue du prolétariat et la force productive de son travail, sont plus considérables.

Les mêmes causes qui développent la force expansive du capital développent la force de travail disponible.

La grandeur relative de l'armée industrielle de réserve s'accroît donc en même temps que les ressorts de la richesse.

Mais plus cette armée de réserve grossit, comparativement à l'armée active du travail, plus grossit la surpopulation consolidée, excédent de population, dont la misère est inversement proportionnelle aux tourments de son travail. »

En constatant que l'armée de réserve s'élevait, Eugen Varga aurait dû chercher à voir sous quelle forme l'accumulation du capital se développait tout de même, comment il utilisait davantage de prolétaires ou comment il allait le faire.

Il ne disposait pas de la clef pour cela : une juste saisie de la nature des moyens de production.

L'origine du problème d'Eugen Varga est qu'il a une lecture purement spatiale de la production, et qu'il oublie le temps.

Il perd donc le principe du saut qualitatif, car l'espace en contradiction avec lui-même produit le temps, comme expression du mouvement.

En clair, pour Eugen Varga, la production et la consommation sont comme équivalentes dans leur processus, se répondant l'une à l'autre de manière symétriques et sont donc comme annulées dans leur totalité à un temps X. Puis un cycle redémarre.

Or ce n'est pas le cas du tout. Il est possible bien sûr de constater des cycles d'ordre général, des vagues correspondant au mouvement de fond du capital. Cependant, cela est rendu difficile par le fait que la production n'arrive pas sur le marché au même moment, la consommation ne se fait pas

au même moment. Ce qui ne se vend pas encore pourra l'être plus tard, et plus il y a de choses à vendre, plus c'est vrai.

De plus, il y a le capital centralisé et celui qui ne l'est pas ; croire que parce qu'il existe un capitalisme centralisé, l'autre disparaît, ce n'est pas comprendre le principe de l'accumulation du capital, et rater une dimension particulièrement multiformes, multi-rythmes.

L'erreur d'Eugen Varga demande il est vrai qu'on la comprenne comme arrière-plan : il se fonde sur une époque où le prolétariat n'est en mesure que d'acheter très peu de choses, et surtout par définition de choses vitales, comme les vêtements et l'alimentation.

Cependant, cela ne modifie pas la substance du problème, qui est la lecture statisticienne de l'économie combinée à une incompréhension des sauts qualitatifs existant dans la production de moyens de production.

Déjà, Eugen Varga fait confiance aux statistiques bourgeoises, ce qui est une erreur de méthode tant sur le fond que la forme. Rien que l'économie clandestine passe par pertes et profits, alors qu'elle joue bien entendu un rôle significatif.

Mais surtout, Eugen Varga oublie la différence qualitative entre les deux productions capitalistes : celle sans intermède pour la

consommation directe, celle pour la consommation indirecte, c'est-à-dire pour la production.

Lui se contente de se focaliser sur les statistiques de la production pour la consommation directe, pour ensuite seulement comparer avec l'autre et dire qu'il y a un décalage.

D'où sa conclusion : une grande production est possible, mais le capitalisme n'y parvient pas, et ce qu'il produit ne se vend pas assez. Il en déduit donc : il y a sous-consommation. Le capital ne parvient plus à se valoriser.

Il est donc terminé. Il n'existe plus que comme accroissement par la pressurisation toujours plus grande des prolétaires qu'il n'a pas encore mis au chômage, car de toutes façons il ne reste plus que le capital monopoliste.

C'est sa conception de la crise.

Il oublie par là de prendre autant en considération la production pour la consommation indirecte, qui est le véritable détonateur de la productivité et qui connaît des sauts qualitatifs. Il y a des sauts qualitatifs qui existent dans l'appareil productif, dont des expressions parlantes sont la machine à vapeur, le courant alternatif, les circuits intégrés, l'informatique, etc. Ce sont uniquement des expressions et non le saut en lui-même, car c'est la production qui est réelle et non pas leur *principe*.

Mais ces sauts modifient fondamentalement la productivité et le caractère même du processus productif, ainsi que celui de consommation. Eugen Varga nie cela parce que pour lui, c'est la consommation qui détermine s'il y a ou non production de moyens productifs.

Il rate par là que les moyens productifs déterminent la forme de la réalisation. C'est bien d'ailleurs pour cela que la planification soviétique n'a pas tablé sur le petit commerce de type capitaliste pour développer l'économie (à part pour la courte période d'urgence avec la « NEP »), qui serait trop lent et surtout qui façonnerait la distribution-consommation de manière capitaliste, mais sur la mise en place par en haut d'une industrie lourde et moderne, seule capable de permettre la véritable émergence rapide et efficace d'une industrie légère dans un contexte général socialiste.

Pour avoir des prolétaires, il faut une production, pour qu'il y ait production, il faut un appareil productif. Pour qu'il y ait consommation, il faut distribution et les formes de l'une et de l'autre dépend de la nature de la production. Le socialisme soviétique, ce sont l'électrification et les tracteurs comme révolution de l'appareil productif et par là comme détonateurs de la production, et il est par conséquent possible de mener la distribution-consommation de manière socialiste.

Staline résume cette question de la manière suivante, dans *Les problèmes économiques du socialisme en URSS* :

« Les forces productives sont les forces les plus mobiles et les plus révolutionnaires de la production. Elles devancent, sans conteste, les rapports de production, en régime socialiste également. Ce n'est qu'au bout d'un certain temps que les rapports de production s'adaptent au caractère des forces productives. »

Eugen Varga ne voit pas les choses ainsi, il fait du premier aspect de la production – celle des moyens de production – une simple annexe du second aspect – celle des biens de consommation.

Chez lui, une fois que le premier aspect est réalisé, alors arrive le second, qui produit des marchandises sur le marché, et cela s'arrête là. Ce qui définit un cycle, c'est de savoir dans quelle mesure ces marchandises mises sur le marché vont trouver des acheteurs ou non.

Le capitalisme se réduit alors au second aspect et le premier a disparu. On peut même dire que, finalement, le premier aspect n'est même plus capitaliste chez Eugen Varga, car répondant aux besoins des entreprises, son anarchie est bien moins grande que pour la production pour les consommateurs.

C'est précisément par là qu'Eugen Varga va justement totalement échouer par la suite.

À sa thèse d'une sous-consommation comme source de la crise capitaliste dans un contexte qui serait totalement monopoliste, Eugen Varga va tenter d'expliquer le capitalisme parvient à se maintenir tout de même – car il faut bien l'expliquer – au moyen de la rationalité du premier aspect de la production (celle des moyens de production), qui va s'imposer partout grâce à l'État. ■



L'ERREUR DE PAUL BOCCARA

-----Paul Boccara été le principal théoricien économique du Parti Communiste Français à partir des années 1960. Cela fait de lui l'intellectuel clef dans la mise en place de l'idéologie révisionniste d'un PCF désormais au service du social-impérialisme soviétique, en tant qu'expression de l'aristocratie ouvrière française. Sa conception, largement diffusée, irradie tous les courants du PCF.-----

Le concept de capitalisme monopoliste d'État dont se revendique Paul Boccara est le fruit d'une thèse d'Eugen Varga au moment de la fin de la seconde guerre mondiale. Il considérerait qu'avec les exigences de la guerre, l'État avait pris son autonomie par rapport au capitalisme.

L'État serait capable d'un regard objectif, réaliste, et serait donc relativement en mesure de forcer les capitalistes à prendre des décisions privilégiant l'intérêt commun plutôt que le leur.

Cette interprétation va provoquer de grands troubles en URSS, avant de se voir finalement écrasée, temporairement seulement cependant, puisqu'à la mort de Staline, elle réapparaît et devient officiellement celle de l'URSS de Nikita Khrouchtchev.

Paul Boccara reprend intégralement la conception d'Eugen Varga, sans jamais le dire. Sa définition de base est la même.

Voici comment, en 1972, dans *Qu'est-ce que la crise du capitalisme monopoliste d'État ?*, il présente le concept d'un État désormais neutre servant les monopoles.

« Du lendemain de la deuxième guerre mondiale jusque vers la fin des années 1960 environ, le monde capitaliste connaît une croissance rapide de la production, un emploi souvent élevé, des crises faibles et des dépressions peu durables.

En même temps, on assiste partout à une intervention massive de l'État capitaliste dans la production et la consommation.

L'idéologie bourgeoise tire argument de ces faits pour prétendre que l'État, arbitre au-dessus des classes, n'est préoccupé que de l'intérêt général et que la maîtrise de la croissance économique est désormais assurée.

En réalité, il s'agit seulement de la période d'épanouissement du capitalisme monopoliste d'État. »

Il faut être ici prudent : si Paul Boccara dit que l'État n'est pas un arbitre neutre (comme les socialistes le disent), il veut dire en fait qu'il est neutre dans sa nature mais penche toujours d'un côté ou de l'autre.

Il faut toujours avoir en tête que le boccarisme est une variante du vargisme.

On serait dans une troisième période du capitalisme ; celui-ci n'est plus libéral, ni monopoliste. Seuls les monopoles dominant désormais totalement, portés par l'État.

Voici comment Paul Boccara présente, de manière plus précise, le capitalisme monopoliste d'État, dans *La crise du capitalisme monopoliste d'État et les luttes des travailleurs* :

« Le capitalisme monopoliste d'État, annoncé par des transformations significatives dès le tout début du stade impérialiste, surgit pendant la guerre de 1914-1918, sous la pression de la lutte à mort entre les États capitalistes, expression du développement des antagonismes impérialistes.

Il est nécessaire de pousser au maximum la production et pour cela de commencer à dépasser les limites des rapports du capitalisme monopoliste simple, en mettant systématiquement la puissance de l'État, le pouvoir concentré de la société qu'elle représente, au service de l'accumulation capitaliste par les commandes, le financement et la programmation publiques (...).

Le capitalisme monopoliste d'État caractérise l'impérialisme dans sa phase actuelle. Il développe de façon antagonique les formes du capitalisme monopoliste simple.

Le système de domination capitaliste des monopoles privés, du capital financier, de l'exportation des capitaux se complète par l'utilisation dans l'intérêt général des groupes capitalistes dominants des monopoles de type public, du financement de type public, de l'exportation de capitaux publics (« aides »), etc. »

La notion de capitalisme monopoliste d'État consiste à dire que l'État, dans ses initiatives, appuie les monopoles. La vie entière des monopoles passe par l'État, celui ne fait pas qu'intercéder en leur faveur, il organise son existence même selon leurs intérêts.

Et cet État conserve une existence propre, indépendante.

Il n'est que façonné par les monopoles.

Si l'État est façonné par les monopoles, c'est pour une raison très simple : selon Paul Boccara, les monopoles ne pourraient subsister sinon. Paul Boccara est ici, comme toujours, un disciple d'Eugen Varga.

Ce dernier avait développé une conception luxembourgistes du capitalisme ; une croissance capitaliste ne pourrait selon lui plus que provenir de l'extérieur, d'une conquête de zones non capitalistes. Or, le capitalisme se maintenait, donc il fallait trouver un justificatif à cela.

Il considéra alors que l'État, devenu neutre, servait de « cerveau » au capitalisme des monopoles, le guidant, le soutenant, lui ouvrant de nouveaux espaces.

Paul Boccara dit exactement la même chose.

Voici comment il dresse le tableau des caractéristiques du capitalisme monopoliste d'État :

« Un premier trait caractéristique du capitalisme monopoliste d'État est constitué par le financement de type public de l'accumulation et de la production privées (...).

Le deuxième trait caractéristique, interférant, en effet, avec le premier, concerne le financement de type public ou collectif de certaines consommations et services (...).

Un troisième trait, en relation étroite avec les deux précédents, concerne les sources du financement de type public avec le prélèvement sur les revenus et l'intervention dans les circuits financiers (...).

Un quatrième trait, qui résulte des trois premiers, concerne la « programmation » publique et les « plans ».

L'intervention publique, désormais décisive dans le développement du capitalisme et concernant des décisions globales de portée durable, nécessite que ses diverses décisions soient beaucoup plus coordonnées que jadis (...).

Les derniers traits principaux du capitalisme monopoliste d'État se rapportent à l'économie mondiale.

L'exportation des capitaux publics encadre désormais, de plus en plus, l'exportation de capitaux privés et de marchandises par du capital dévalorisé publiquement, permettant d'assurer et de relever les taux de profits. »

Ce qui est essentiel ici – et qu'on ne peut pas voir si l'on n'a pas étudié le sens de la polémique provoqué par Eugen Varga en URSS, tant dans les années 1920-1930 que 1940-1950 – c'est la question de la capacité d'organisation du capitalisme.

L'un des grands combats de Staline a été d'écraser la conception social-démocrate du capitalisme organisé. C'est le sens de la mise à l'écart de Boukharine notamment. Or, Eugen Varga a réaffirmé

ouvertement cette thèse après 1945, l'URSS l'a assumé officiellement après 1953.

Et si l'on regarde les caractéristiques mises en avant par Paul Boccara, on en retrouve la substance : le capitalisme peut se gérer, au moyen de plans.

La différence d'avec la social-démocratie des années 1930, c'est que le capitalisme n'est pas considéré comme s'organisant tout seul, mais sous la supervision de l'État.

Paul Boccara défend ni plus ni moins que les thèses d'Eugen Varga ; toutes ses positions suintent le vargisme par tous les pores. Lui-même pense par contre avoir une pensée originale, ne comprenant rien à son utilisation historique comme vecteur du révisionnisme.

Il prétend même avoir développé l'analyse de Karl Marx. C'est là une constante chez Paul Boccara : Karl Marx serait daté. Son œuvre serait théorique qui plus est ; seule une analyse actualisée des tendances du capitalisme – c'est d'ailleurs la thèse d'Eugen Varga – permet de saisir le capitalisme dans ce qu'il est réellement.

Et Paul Boccara aurait même compris ce qui manquait chez Karl Marx :

« Nous prétendons que la théorie de la suraccumulation – dévalorisation du capital, ébauchée seulement en tant que telle dans le livre III du « Capital », permet l'intégration systématique de tout l'apport du « Capital » de Marx pour se rendre de la réalité capitaliste dans ses aspects phénoménaux comme son évolution historique toute entière.

Elle permet de pousser plus avant les analyses inachevées des livres II et III du « Capital » et de fournir la solution des oppositions apparentes que certains penseurs avaient pu suggérer entre elles.

La théorie économique marxiste du capitalisme débouche, à notre avis, sur la théorie de la suraccumulation – dévalorisation. »

Karl Marx débouche donc sur Paul Boccara ! Pourquoi cela ? En quoi consiste cette théorie de la suraccumulation – dévalorisation ?

En juin 1975, les Editions Sociales liées au PCF publient *Le capital* ; c'est bien évidemment Paul Boccara qui en rédigea la longue introduction.

Les dernières pages exposent bien entendu la théorie du Capitalisme Monopoliste d'État et de la suraccumulation – dévalorisation, Paul Boccara se prétendant donc le successeur de Karl Marx (au début en passant par Lénine, puis à partir de 1989 directement depuis Karl Marx).

Voici ce que cela donne :

« C'est à partir de la théorie de la suraccumulation exposée par Marx dans *Le Capital* que nous expliquons aujourd'hui le Capitalisme Monopoliste d'État, ainsi que sa crise, phase cruciale ouverte depuis quelques années de la crise générale du capitalisme (...).

Suraccumulation signifie excès d'accumulation, ou capital accumulé en quantité excédentaire, car la plus-value, malgré son accroissement, est devenue insuffisante pour rémunérer avec le même taux de profit le capital total et lui permettre de fonctionner normalement.

C'est, en effet, dans la section du livre III du *Capital* intitulée « Loi de la tendance à la baisse du taux de profit » que la suraccumulation est analysée. »

Or, le problème est très simple : l'hypothèse de Karl Marx d'une surproduction de capital n'est pas présentée par ce dernier comme une crise de surproduction absolue.

Karl Marx considère qu'une crise de surproduction absolue est à la fois une crise de surproduction de capital et une crise de surproduction de marchandises. Ce second aspect est totalement nié par Paul Boccara.

Qui plus est, il va modifier l'approche de Karl Marx. Dans son hypothèse d'une suraccumulation de capital, – que Paul Boccara transforme en fait –, Karl Marx parle de destruction du capital en trop, et non pas comme Paul Boccara d'une « dévalorisation »

Chez Karl Marx en effet, la crise de surproduction du capital allie mise en sommeil du capital en trop voire disparition par l'écrasement par la concurrence (une entreprise fait faillite et son usine reste à l'abandon, par exemple).

Paul Boccara nie cette concurrence, ce capitalisme impliquant toujours concurrence même s'il existe une superstructure impérialiste, et bascule dans la thèse d'Euge Varga, comme quoi le capitalisme pense et s'allie à l'État.

On a alors l'État qui assume une partie de la production pour... empêcher que

des capitalistes le fassent et que des profits y soient faits.

L'objectif est ici selon Paul Boccara de maintenir les profits des monopoles en empêchant le capital non monopoliste de trouver une place dans l'économie.

Il formule cela ainsi :

« Le relèvement du taux de profit des entreprises monopolistes est permis, dans la limite du mouvement du taux moyen, par une certaine réduction de la valorisation des capitaux non monopolistes (...).

Si des fonds publics sont donnés en subvention, ou prêtés sans intérêt ou à de faibles taux, une partie du capital en fonction ne réclame plus une mise en valeur aussi importante que celle des capitaux privés de l'entreprise (monopoliste) bénéficiaire, dont le taux de profit peut être relevé d'autant. »

Pour résumer : il y a suraccumulation de capital et le capital monopoliste, pour préserver ses profits et empêcher de se voir concurrencer, appuie l'existence d'un grand secteur d'État, pour paralyser une partie de l'économie et y empêcher des investissements capitalistes.

Voici comment, en 1974, Paul Boccarra résume les modalités de l'intervention étatique pour bloquer une partie de l'économie :

« Suraccumulation ? Cela signifie excès d'accumulation des capitaux par rapport au profit possible pour les rémunérer.

Cet excès d'accumulation des capitaux résulte du fait que le but déterminant de la production capitaliste est l'accumulation de la richesse privée et sa fructification par le profit et non la satisfaction des besoins des diverses catégories de travailleurs.

Cette suraccumulation se manifeste dans les crises de surproduction et les récessions périodiques de la production capitaliste.

Cependant, on constate historiquement qu'après une longue phase, de 25 à 30 ans environ, où les crises sont peu importantes et les dépressions consécutives courtes, tandis que l'essor facile domine pendant toute la période, on passe à une longue phase d'allure différente où les crises sont plus importantes, où du moins les difficultés et les dépressions sont plus durables (...).

Au milieu des luttes de classe interviennent les transformations de structure – tenant au développement massif du secteur public et de l'intervention de l'État – avec la transformation du capitalisme monopoliste simple en capitalisme monopoliste d'État.

L'excès d'accumulation durable est provisoirement résolu non seulement par les anciennes méthodes, mais aussi par le développement du rôle du capital public – qu'il s'agisse d'une entreprise nationalisée ou de fonds publics donnés en subvention ou prêtés à des taux de faveur à une grande entreprise privée.

En effet, le capital public ne réclame pas pour lui le profit courant.

Il peut même accepter un profit nul, voire un déficit couvert par l'impôt ou des subventions inflationnistes. Dans ces conditions, une grande masse (bien que minoritaire) du capital engagé dans la production ne réclame plus le profit courant. Cela permet de relever d'autant le profit des grandes entreprises privées dominantes (...).

Toutefois, puisque le système tend à favoriser directement ou indirectement, sous prétexte d'intérêt général, les profits et leur accumulation de capitaux par les grands groupes capitalistes privés, on doit de nouveau aboutir à une situation de suraccumulation profonde et durables.

C'est ce qui se produit à partir de 1967-1969, avec le début de la crise du CME lui-même.

Cette crise de structure nouvelle est beaucoup plus profonde et beaucoup plus originale que les précédentes. »

Non seulement l'État aide les monopoles, mais en plus il occupe une partie de l'économie, afin de les protéger. C'est une lecture révisionniste.

Très concrètement, chez Paul Boccara, il n'y a aucune originalité. On est dans le vargisme le plus strict : il n'y aurait pas de connexion organique entre l'État et les monopoles ; la stratégie anti-monopoliste d'unité – y compris de la bourgeoisie non monopoliste – serait en mesure de décrocher l'État du capital monopoliste.

Bien entendu, on a toujours cette apparence radicale puisque cette

approche dénonce la soumission de l'État aux monopoles, mais pas dans le sens d'une critique léniniste : dans le sens d'une théorie de conquête de l'État « neutre ».

Pourquoi alors cette théorie de la suraccumulation – dévalorisation ? Pour deux raisons : la première est qu'il s'agit simplement de la focalisation de Paul Boccara sur le thème, et donc d'une idée théorique produit abstraitement. La seconde est que cela sert fondamentalement les intérêts du PCF, de la CGT et de l'URSS.

La théorie de la suraccumulation – dévalorisation sous-tend en effet un « urgentisme » très important. Le capitalisme était présenté comme en phase terminale.

Déformant la théorie léniniste de l'impérialisme, Paul Boccara fait du surplus de capital une sorte de monstre défigurant l'économie, comme si le capitalisme s'était survécu à lui-même.

Ce qui est cocasse, c'est que Paul Boccara passa donc cinquante ans de sa vie à expliquer, à courts intervalles, que l'on rentrait dans la phase absolument finale de l'effondrement du capitalisme !

Vu ainsi, c'est ridicule. Mais à chaque fois, politiquement, cela permit un positionnement très particulier, justifié par cette prétendue urgence. C'était très pratique pour le PCF et la CGT.

Dans cette optique, l'économie allait s'effondrer, car le capitalisme était bloqué ; la gestion devenait intenable, tout l'énergie allait dans la finance... il faudrait donc prendre les choses en main.

De plus, en prétendant s'appuyer sur quelque chose relevant du marxisme, Paul Boccara pouvait prétendre à une dimension révolutionnaire ; en expliquant en même temps que c'était un prolongement, que Karl Marx n'avait pas

directement expliqué cela, il se donnait une marge de manœuvre totale dans l'interprétation.

On pouvait donc indéfiniment se tromper, repousser la crise au cycle suivant, etc. Et en fonction de cette « crise » perpétuelle (« systémique » est le terme ici employé) mais connaissant des « phases », on pouvait prôner telle ou telle mesure, telle ou telle intervention dans l'économie.

Il est évident ici que le boccarisme n'est donc rien d'autre que l'expression idéologique de l'aristocratie ouvrière.

En présentant comme incontournable la participation des couches « instruites », participatives, gestionnaires de la classe ouvrière, il faisait de l'aristocratie ouvrière un étendard et appelait à protéger ses intérêts.

On comprend donc le sens de la théorie de la suraccumulation – dévalorisation. Pour maintenir la « gestion » du capitalisme contre le capital « en trop », il faut une rationalité depuis l'intérieur de l'entreprise, par le syndicat, par le PCF qui est l'organisation politique de ce syndicat (dans la droite ligne du positionnement de Maurice Thorez).

Le capitalisme apparaît donc comme organisé, organisable, et par conséquent organisable dans un sens différent, si l'on s'approprie la gestion.

Paul Boccara n'hésita pas à faire une comparaison du capitalisme avec la vie :

« La théorie de la suraccumulation – dévalorisation du capital permet d'analyser la régulation spontanée, opérant à la façon de celle d'un organisme naturel, biologique, du capitalisme. »

Voici un autre exemple de parallèle « biologique », dans *Études sur le capitalisme monopoliste d'État. Sa crise et son issue*, en 1974 :

« La théorie de la suraccumulation / dévalorisation du capital permet d'analyser la régulation spontanée, opérant à la façon de celle d'un organisme naturel, biologique, du capitalisme.

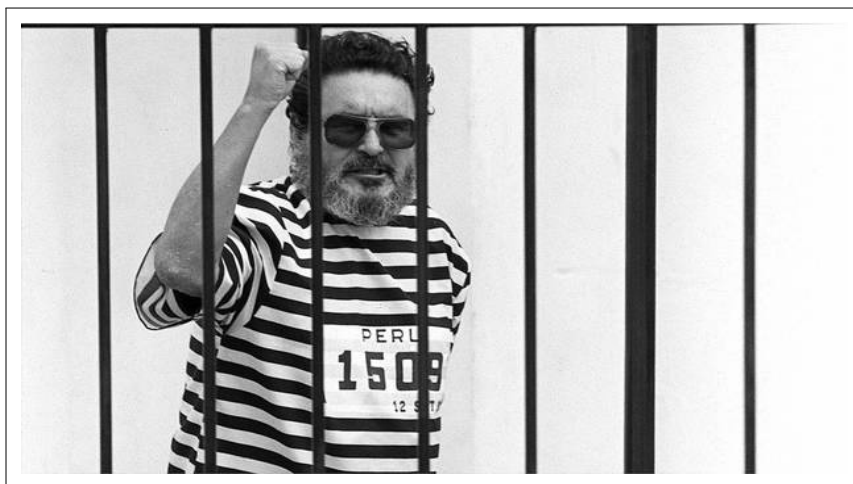
Elle montre comment sur la base des rapports de production, de circulation, de répartition et de consommation capitaliste, c'est-à-dire de la structure économique de la société capitaliste, s'effectue cette régulation.

La régulation concerne l'incitation au progrès des forces productives matérielles (et de la productivité du travail), ainsi que la lutte contre les obstacles à ce progrès.

Elle concerne aussi le rétablissement de la cohérence normale du système, après le développement des discordances et le dérèglement formel que ce progrès engendre nécessairement.

Ce rétablissement s'effectue à travers les transformations qu'elles provoquent, y compris les transformations structurelles de l'organisme économique allant jusqu'à mettre en cause l'existence du capitalisme lui-même. »

La politique a ici disparu, c'est la « gestion » qui compte. Le boccarisme, c'est gestion contre gestion. ■



« Nous sommes ici dans ces circonstances, certains pensent qu'il s'agit d'une défaite.

Ils se leurrent !

Qu'ils continuent de rêver.

C'est tout simplement un détour, rien de plus, un détour sur notre route !

La route est longue, nous la parcourrons et puis nous triompherons ! Vous le verrez, vous le verrez ! »

GONZALO

A propos de la crise capitaliste en cours

ARTICLE PARU DANS LA REVUE FRONT SOCIAL N°12, HIVER 1998/99

1-la crise capitaliste n'est pas qu'une crise de surproduction du capital (critique de l'économie politique marxiste "italienne")

L'aspect essentiel de la théorie marxiste quant à la notion de "crise" du développement capitaliste consiste en la théorie de la "chute tendancielle du taux de profit".

Pour Marx en effet, les profits effectués par les capitalistes se fondent intégralement sur l'exploitation des prolétaires (qui ne possèdent que leur force de travail et qui sont ponctionnés sur la valeur de leur travail par le propriétaire des appareils de production).

A ceci s'ajoute le fait que le capitalisme est du travail accumulé dans une proportion toujours plus grande. Le développement capitaliste s'appuie sur un capital grandissant un peu plus à chaque cycle.

La productivité augmente alors, mais au dépens des prolétaires, remplacés par des machines et licenciés. Le taux de profit, c'est-à-dire la proportion d'exploitation du travail des prolétaires, chute ainsi parallèlement.

Nous sommes ainsi confrontés au fait que "baisse du taux de profit et accélération de l'accumulation ne sont que des expressions différentes d'un même procès, en ce sens que toutes deux expriment le développement de la productivité du travail".

Cette baisse du taux de profit de la production industrielle amène un déplacement du capital industriel vers le capital financier, qui devient central pour la direction de l'économie capitaliste (impérialiste).

Mais cela ne se passe pas mécaniquement, purement et simplement parce qu'il y aurait plus de bénéfices dans la finance que dans l'industrie. En effet un autre phénomène rentre en ligne de compte, à savoir la transformation de la concurrence en monopole (développement parallèle à la chute du taux de profit).

Comme le dit Lénine, "concentration de la production avec, comme conséquence, les monopoles; fusion ou interpénétration des banques et de l'industrie, voilà l'histoire de la formation du capital financier et le contenu de cette notion".

C'est-à-dire que dans la théorie marxiste-léniniste la chute du taux de profit et le passage de la concurrence au monopole sont deux phénomènes indissociables; toute séparation de ces deux réalités qui sont un seul et même contexte aboutit à une erreur théorique.

C'est en Italie que cette erreur est commise de manière unilatérale depuis les années 70.

Le schéma des camarades d'Italie est relativement simple: il rejette tout caractère automatiquement positif à la formation des monopoles, et ainsi la centralité de la "contradiction entre le caractère privé de l'appropriation et le caractère social de la production".

Il défend la conception d'un marxisme s'appuyant sur la contradiction entre valeur d'usage et valeur d'échange.

Les Brigades Rouges (br) avançaient ainsi la thèse révisionniste selon laquelle "la cause première de toutes les contradictions de l'économie capitaliste est contenue dans le caractère double de la marchandise et dans sa dynamique divergente.

A savoir: la tendance au développement illimité de la production de la richesse matérielle (objets utiles) et la tendance vers le zéro de la production de valeur".

C'est-à-dire qu'en fin de compte pour les br le capitalisme ne s'est pas transformé en impérialisme, que sa crise repose purement et simplement dans la nature de la marchandise, et non dans la production.

Cette thèse erronée explique concrètement que la contradiction révolutionnaire (et sociale) s'appuie sur la production de marchandises toujours plus grandes et la chute de plus en plus rapide du taux de profit.

Ou comme les br le disent dans leur document fondamental (l'abeille et le communiste): "quand on parle de surproduction de capital, on n'entend pas simplement surproduction de marchandises (quoique la surproduction de capital entraîne toujours une surproduction de marchandises), mais suraccumulation de capital, c'est-à-dire surproduction de moyens de production et de subsistance en tant que ceux-ci peuvent œuvre comme capital".

Nous avons ici un point fondamental de l'économie politique italienne: le capital est considéré comme... financier, et simplement financier, sans aucun lien avec la réalité productive.

La production industrielle ne sert plus au capital, qui n'est plus que financier, alors que le principe fondamental du marxisme-léninisme concernant la notion d'impérialisme est la fusion du capital industriel et du capital financier.

Dans l'économie politique "italienne", la contradiction révolutionnaire est "visible" dans la pâte dentifrice que l'on doit utiliser mais qu'il faut payer (ce qui n'est ni plus ni moins la même thèse que l'autonomie italienne), et les monopoles jouent un rôle

purement négatif, car ils sont en fait le capital qui reste malgré lui, le capital financier qui n'est plus le capital industriel (qui a disparu à cause la chute de taux de profit).

Cette perspective est essentiellement petite-bourgeoise; elle nie l'existence de l'exploitation dans la production industrielle (au profit d'un capital bien existant) au profit d'un capital financier tout puissant et cohérent.

D'où les thèses sur le complot impérialiste des grands financiers (thèse caricaturée chez les BR-PCC), la négation des contradictions inter-impérialistes, l'ouvriérisme débridé qui est l'expression d'un retour au "pays réel" contre les bandits de la haute finance.

Que toutes ces thèses soient très facilement gangrenées par l'extrême-droite plus on "oublie" la surproduction de marchandises, va de soi.

Est particulièrement caricaturale l'affirmation du groupe "Rapports Sociaux" comme quoi "Lénine a montré que la formation du capital financier et son élévation au rôle dirigeant au-dessus de toutes les autres formes de capital (industriel, monétaire, commercial) sont une des caractéristiques de l'impérialisme dans le domaine économique, parmi les quatre qu'il montra: la suprématie des monopoles, la suprématie du capital financier, la priorité de l'exportation des capitaux sur l'exportation des marchandises, l'achèvement du partage du monde entre les groupes impérialistes et leurs Etats".

L'ensemble de cette phrase est révisionniste. Lénine n'a jamais parlé d'élévation du capital financier au-dessus des autres formes du capital (industriel, monétaire, commercial), mais bien de "fusion du capital bancaire et du capital industriel".

Parler de "priorité de l'exportation des capitaux" comme s'il s'agissait d'une décision pensée par le vilain capital contre la production est également totalement faux; Lénine dit à ce sujet que "l'exportation des capitaux, à la différence de l'exportation des marchandises, prend une importance toute particulière", ce qui n'a rien à voir! L'affirmation d'une crise de surproduction absolue de capital se fonde sur une erreur fondamentale d'observation de la réalité productive.

2-la crise capitaliste n'est pas qu'une crise de surproduction de marchandises (critique de l'économie politique "espagnole")

La thèse "italienne" a été littéralement exécuté par un responsable du PC d'Espagne (reconstitué), Arenas, dans un texte intitulé "sur la crise de surproduction".

Arenas a très bien remarqué les oublis de la réalité industrielle dans l'affirmation d'une "crise de surproduction du capital" comme centre de la crise capitaliste.

Mais il commet une erreur ici aussi fondamentale, car il nie également la fusion du capital bancaire et du capital industriel.

Non pas au profit d'un capital financier tout puissant comme le fait "Rapports Sociaux", mais au profit du capital industriel.

Arenas nous rappelle ainsi que Marx affirmait que "le capital industriel est l'unique forme d'existence du capital dans laquelle la fonction de celui-ci n'est pas seulement l'appropriation de la plus-value ou du produit excédent, mais aussi sa création.

Pourtant, ce capital conditionne le caractère capitaliste de la production; son existence porte en soi implicitement la contradiction de classe entre capitalistes et ouvriers salariés".

Puis, partant de cette affirmation, il traite du capital financier comme d'une "superstructure".

Il affirme même qu'"il est clair de toute évidence que le capital monétaire ou financier ne peut pas 'conditionner' la marche de l'économie, pas même dans les pires moments de la crise, même si, en tant que 'superstructure', et dans son cadre d'autonomie par rapport au capital industriel, il peut l'influencer et, de fait, il l'influence, selon les cas et les circonstances, en accélérant ou en freinant le processus de crise et de décadence du système".

Arenas remet ici fondamentalement en cause l'analyse de Lénine quant à l'impérialisme.

En effet, Lénine nous dit bien que dans la phase aboutissant à l'impérialisme les banques "cessent d'être de modestes intermédiaires pour devenir de tout-puissants monopoles disposant de la presque totalité du capital-argent de l'ensemble des capitalistes et des petits-patrons, ainsi que de la plupart des moyens de production et des sources de matières premières d'un pays donné, ou de toute une série de pays.

Cette transformation d'une masse d'intermédiaires modestes et une poignée de monopolistes constitue un des processus essentiels de la transformation du capitalisme en impérialisme capitaliste".

Toute l'analyse de Lénine quant à l'impérialisme se fonde sur le fait qu'il y a une fusion du capital industriel et bancaire. Comme il le dit, "quant à la liaison étroite qui existe entre les banques et l'industrie, c'est dans ce domaine que se manifeste peut-être avec le plus d'évidence le nouveau rôle des banques.

Si une banque escompte les lettres de change d'un industriel, lui ouvre un compte courant, etc., ces opérations en tant que telles ne diminuent pas d'un iota l'indépendance de cet industriel, et la banque ne dépasse pas son rôle modeste d'intermédiaire.

Mais si ces opérations se multiplient et s'instaurent régulièrement, si la banque 'réunit' entre ses mains d'énormes capitaux, si la tenue des comptes courants d'une entreprise permet à la banque - et c'est ce qui arrive - de connaître avec toujours plus d'ampleur et de précision la situation économique du client, il en résulte une dépendance de plus en plus complète du capitaliste industriel à l'égard de la banque.

En même temps se développe, pour ainsi dire, l'union personnelle des banques et des grosses entreprises industrielles et commerciales, la fusion des unes et des autres par l'acquisition d'actions, par l'entrée de directeurs de banque dans les conseils de surveillance (ou d'administration) des entreprises industrielles et commerciales, et inversement".

3-la crise capitaliste comme expression de la tendance au monopole; la révolution comme conséquence de la réalité monopoliste

Les maoïstes ne doivent pas se focaliser sur la résistance aux privatisations, mais au contraire prévoir la société capitaliste issue de ces privatisations, afin d'organiser la stratégie révolutionnaire à partir de là.

La lutte de classes n'a pas toujours de sens et de signification pour les révolutionnaires. La lutte de classe n'a de signification que si elle rentre dans un cadre précis: celui d'un type de révolution, et n'a de sens que s'intègre dans la stratégie fondamentale de la prise du pouvoir.

C'est toute la signification des mots de Lénine, qui nous avait expliqué que c'est la bourgeoisie qui a en premier observé la lutte de classe, et qu'être marxiste c'est reconnaître la nécessité de la dictature du prolétariat.

En ce sens, toutes les spéculations sur les attitudes défensives du prolétariat n'aboutiront jamais à rien à part l'économisme, et ne feront que renforcer l'anarcho-syndicalisme.

La seule position que le révolutionnaire peut avoir est offensif. Bien sûr, il arrive à la révolution de reculer: cela ne signifie pas pour autant que la position offensive doive être abandonnée. Ou alors c'est tomber sur les mêmes positions que ceux/celles qui ont voulu brader la Guerre Populaire au Pérou après les échecs subis!

"Position offensive" ne signifie pas non plus tomber dans le travers contraire, à savoir le militarisme (à tout va) sous prétexte que la révolution est historiquement possible (Action Directe en France en est la caricature, et ses positions anti-impérialistes un justificatif moral à la lutte révolutionnaire.

La France est bien le pays de Camus et des moralistes).

Cela signifie "simplement" que la question de la gestion de la société doit être posé.

L'oubli fondamental de cette question de la gestion de la société, sous prétexte de "centralité ouvrière" (cache-sexe de l'ouvriérisme) a fait partir, en France, vers l'anarchisme et le trostkysme toutes les initiatives d'autogestion, de luttes à la base, de tentatives de formation d'espaces de lutte avant tout culturels.

A un tel point que ce sont ces initiatives qui ont avalé les révolutionnaires: Lip a avalé la Gauche Prolétarienne dans les années 70, la contre-culture petite-bourgeoise allemande a avalé la RAF.

Là où par contre les révolutionnaires savent opposer une réalité culturelle aux monopoles - comme le DHKP/C en Turquie, qui a organisé des centres culturels, des conseils populaires, etc. - là ils/elles ont les moyens d'augmenter leurs rangs.

L'idéologie correcte ne suffit pas, la pratique correcte non plus, si on nie une de leur conséquence: la culture révolutionnaire (qui doit conquérir l'hégémonie - ce n'est pas pour rien que c'est Mao Tsé-Toung qui a inventé le terme d'opinion publique!).

Toute la politique de propagande concernant la crise capitaliste doit raisonner en terme de stratégie: montrer la stratégie des monopoles et leur défense anti-sociale de leurs intérêts, et lui opposer la stratégie communiste-maoïste de gestion sociale.

4-Le rôle stratégique des néo-colonies est surestimé ou sous-estimé: la nature des crises dans les néo-colonies

La situation économique du tiers-monde ne peut pas être comprise seulement dans le cadre de rapports internationaux ou internes; une telle vision, défendue sur le plan technique par les partisans de l'auto-développement par la libéralisation des échanges et des différents marchés internes, ne correspond pas la réalité.

Celle-ci est selon nous, et c'est là l'originalité du propos, caractérisée par un mode de crise tout à fait spécifique aux pays concernés, et cela d'autant plus que ces crises ne sont pas locales ni saisissables uniformément selon les régions du monde, ni dues ou correspondant à un mode propre de développement.

Nous tenons ici particulièrement à nous moquer des tentatives de développement comme la « révolution verte » ou la vision que la Chine des années 80-90 a d'elle-même.

Tous ces types de développement ne sont que du capitalisme, et leurs modes de production sont parfaitement adéquats aux lois du profit et de la reproduction élargie du capital.

Ce que nous affirmons là peut sembler paradoxal: d'un côté les pays du tiers-monde sont élément du capitalisme, de l'autre leur type de crise ne serait pas celui caractérisant le capitalisme de type occidental?

Un tel paradoxe n'est consistant que si nous arrivons à démontrer que la situation des pays du tiers-monde est celle d'un capitalisme partiellement développé, ou plus exactement uniquement développé selon les besoins du capitalisme transnational d'origine occidentale.

Si l'on se place à partir du point de vue occidental les différents pays du monde suivent un cours capitaliste propre, mais intégré au marché international; ce qui nous fait affirmer que ces soi-disant capitalismes des pays du Sud n'est qu'un élément, une annexe du capitalisme occidental.

Une annexe et non une arrière-cour.

Nous nous basons sur le modèle théorique directement émis par Marx et voulant que la loi générale de l'accumulation capitaliste que par cycles et circulation.

Le capitalisme des pays du Sud n'est de fait qu'un immense mécano industriel et financier, construit au fur et au mesure et sans aucune logique.

Ce qui fait que des centaines de pays ne sont pas économiquement viables, leur développement n'existe et n'a de valeur que par rapport au développement pays occidentaux, et ne s'explique que par lui. L'exemple des pays pétroliers du Golfe est ici flagrant.

Mais il faut bien remarquer et donner toute son attention au fait que les pays en voie de développement ne sont qu'eux aussi des sous-traitants du capitalisme international, des pays frontaliers du capitalisme occidental et du capitalisme unijambiste des pays du Sud. Nul ne peut affirmer sérieusement que Taiwan, Hongkong, Singapour voire la Corée du Sud -principaux pays de cette catégorie intermédiaire- suivent un cours capitaliste " classique "; rien que leur développement - ou plutôt leur absence de développement - politique en est une démonstration qualitative.

Caractérisons la situation internationale pour pouvoir bien comprendre les modalités de ce cycle d'accumulation du capital transnational d'origine occidentale au niveau international.

Les centres du Capital, les pays occidentaux donc, sont de plus en plus dominés dans leur économie, leur culture et leurs services de production par les productions à haute plus-value, l'électronique, l'armement, les fonctions d'ingénierie, d'organisation, de conception.

Les soi-disant « NPI » (nouveaux pays industrialisés, en voie de développement donc) s'occupent de la fabrication qualifiée, tandis que l'exécution, le montage et les autres tâches subalternes, déqualifiées, reviennent aux pays du Sud au sens classique du terme.

Hobson avait préfiguré cette tendance du Capital à s'auto-valoriser au dépens du développement du capital local, c'est-à-dire à l'absorber (nous soulignons ici le terme): « une grande partie de l'Europe pourrait alors prendre l'aspect et le caractère qu'ont maintenant telles parties de ces pays: le Sud de l'Angleterre, la Riviera, les régions de l'Italie et de la Suisse les plus fréquentées par les touristes et peuplées de gens riches, à savoir d'une petite poignée de riches aristocrates recevant des dividendes et des pensions du lointain Orient, avec un groupe un peu plus nombreux d'employés professionnels et commerçants (...).

Telles sont les possibilités que nous offre une plus large alliance des États d'occident, une fédération européenne des grandes puissances: celle-ci loin de faire avancer la civilisation universelle, pourrait constituer un immense danger de parasitisme occidental; détacher un groupe de nations industrielles avancées, dont les classes supérieures recevraient un énorme tribut de l'Asie et de l'Afrique et entretenir, à

l'aide de ce tribut, de grandes masses apprivoisées d'employés et de serviteurs, non plus occupés à produire en masse des produits agricoles et industriels, mais rendant des services privés ou accomplissant, sous le contrôle de la nouvelle aristocratie financière, des travaux industriels de second ordre " (Hobson, L'impérialisme, 1902, p.103 et 205).

Il s'agit si l'on veut comprendre la nature des économies des trois continents (Afrique, Asie, Amérique latine) de saisir dans leur complexité les mécanismes qui ont imposé les structures favorables au Capital transnational au détriment des bourgeoisies nationales, adaptées dans la plupart des cas en oligarchie ou en bourgeoisie compradore.

La nature même des Plans d'Ajustement Structurel n'est saisissable que si on les comprend comme outils des pays occidentaux; ces plans ne s'appliquent de toute façon que dans des situations nationales terriblement détériorées et extrêmement dépendantes du contexte international.

Les pays du Sud n'ont aucun moyen de se décrocher de la chaîne internationale capitaliste à moins de suivre la théorie élaborée par Guevara consistant en décrocher zones par zones des groupes de pays de l'assemblage capitaliste mondial.

Mais précisons ici le sens de ce décrochage. En effet le blocus historique imposé par les pays occidentaux aux potentialités de développement économique autosuffisant des « PVD » a modelé la dépendance organique du marché mondial et la poussée de branches productives particulièrement hypertrophiées.

Ainsi comme nous l'avons dit aucune « déconnexion » ne pourra être effectuée par un pays seul; seul un passage groupé vers une forme différente de développement aura une quelconque validité. Mais nous pouvons voir que les pays d'Amérique latine mettent d'ailleurs cette technique en pratique, en favorisant les rapports inter-pays, et ce même avec Cuba.

Ainsi la déconnexion ne suffit pas, ce dont il s'agit également c'est de relancer une tendance internationale forçant le capital transnational à reculer, à se replier sur lui-même et ainsi à s'étouffer à cause du manque de débouchés fondamentalement nécessaires à l'accumulation du capital.

Si les pays du tiers-monde n'ont pas la capacité ou les moyens d'aller en ce sens et de faire en sorte que le capital cesse de les gérer à la place de leurs propres peuples, cela signifie que les différents groupes du Capital transnational se rencontreront sur le terrain même de leur évolution et de leur accroissement, et donc dans les pays du Sud eux-mêmes.

Le conflit entre la France et les USA - en Algérie, au Congo, etc.- en est une préfiguration conceptuelle et contextuelle: la guerre restera la seule solution pour l'obtention des annexes du Capital occidental, et la seule configuration apparemment possible pour les pays du 1/3 monde, condamnés à n'être qu'un gigantesque et tragique aparté de l'accroissement du capital.